

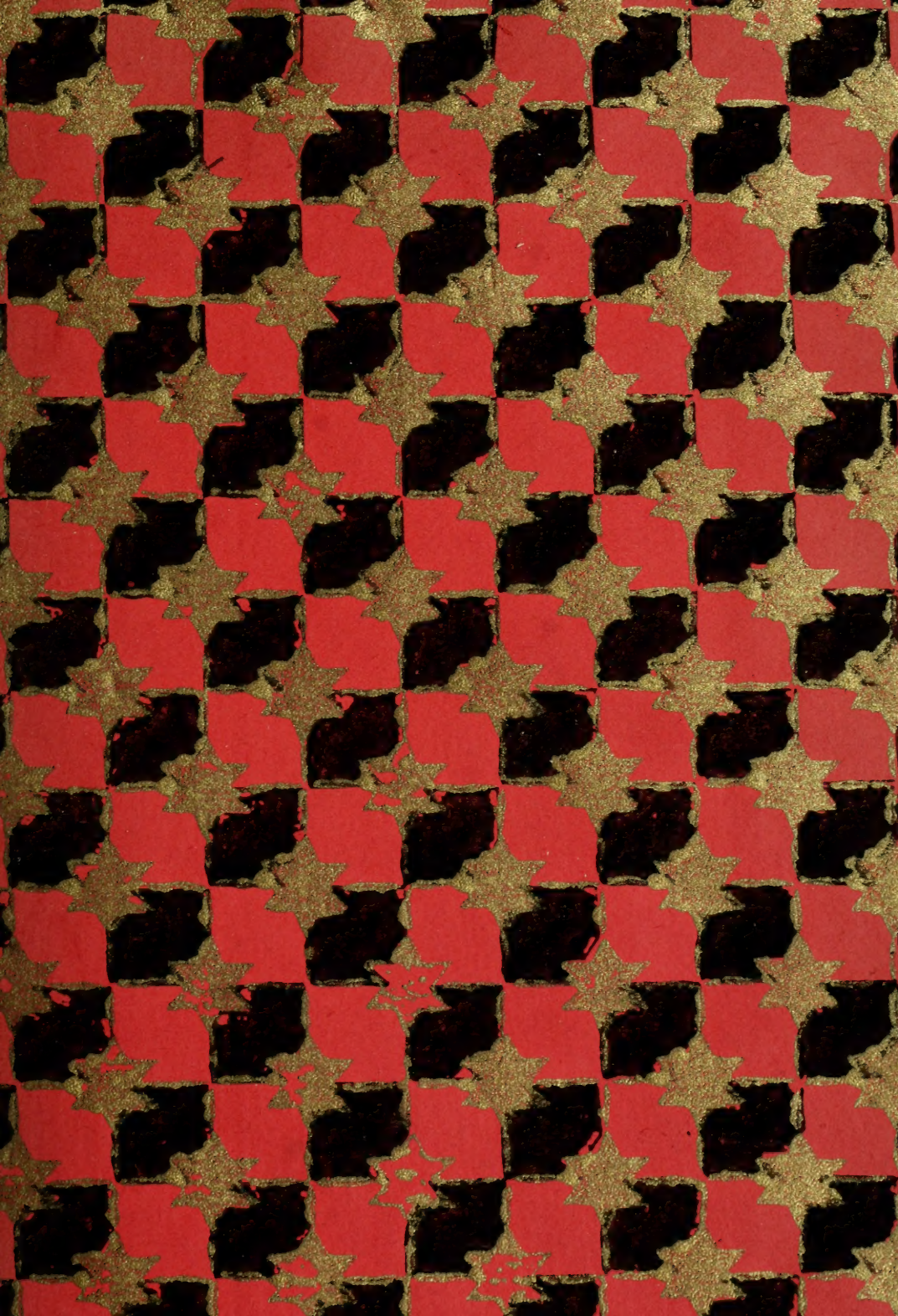
3 1761 07038045 6

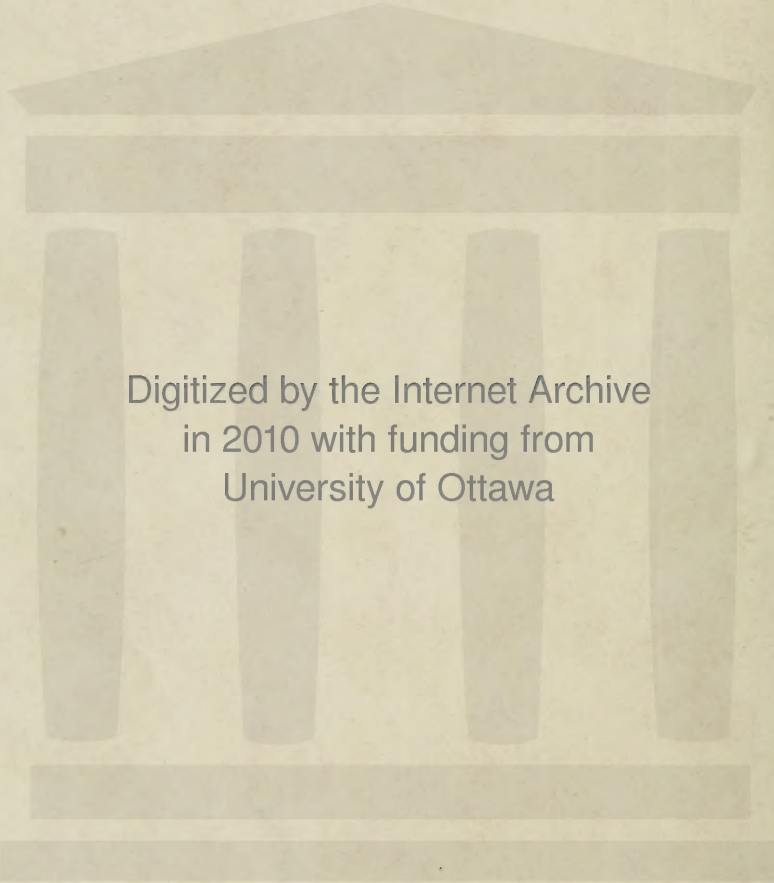
DK
439
K76



Purchased for the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO
from the
KATHLEEN MADILL BEQUEST

ROBERTO MARTINI





Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

JAN KUCHARZEWSKI

1246 173

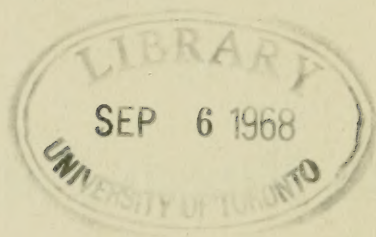
L'EUROPE

ET LE

Problème Russo-Polonais

LAUSANNE

== 1916 ==



DK
439
K76



L'EUROPE ET LE PROBLÈME RUSSO-POLONAIS

« Salut donc, ô chère et noble Pologne ! Si Dieu prolonge ton épreuve, c'est pour te rendre plus digne d'une glorieuse émancipation. Salut, Niobé des nations. Salut et espoir, comme au type immortel du droit, de l'innocence, de l'infortune, mais aussi de la force, de la vraie force, de la force morale, la seule qui mérite d'être servie et admirée ici-bas ! »

(MONTALEMBERT : *Une nation en deuil.*)

I

B IEN que la Pologne parût oubliée, ensevelie, du moins à partir de l'écrasement de sa dernière insurrection de 1863, tous les hommes tant soit peu doués de perspicacité politique devaient se rendre parfaitement compte que, dans le cas d'une guerre entre les puissances copartageantes, la question polonaise surgirait et que chacun des trois Etats aurait un intérêt primordial à rattacher la Pologne à sa cause, par des promesses et par des concessions.

Au lendemain de la guerre franco-allemande, Emile de Laveleye, dans une étude sur la nouvelle politique de la Russie, avait examiné la portée de la question polonaise

pour les trois Etats dominateurs. Il n'est pas sans intérêt de rappeler aujourd'hui ses considérations.

« Pour l'Autriche, la question polonaise est d'un intérêt vital, d'abord parce qu'elle possède une partie de la Pologne, la Galicie, ensuite parce que, si les Polonais sont pour elle, elle tient la Russie, tandis que si les Polonais devaient se tourner contre elle, ce serait la Russie qui la tiendrait. Il n'est pas un homme éclairé en Autriche ou en Hongrie qui ne sache que la Pologne hostile élève entre les Russes et les Slaves occidentaux une barrière infranchissable, qu'au contraire la Pologne réconciliée est un pont qui ouvre à la Russie les autres pays slaves et le centre de l'Europe. »

» Tant que la Pologne résiste, le panslavisme ne peut prendre corps, et l'Autriche dispose d'une arme plus terrible que le canon rayé, arme dont son adversaire ne peut faire usage. Fait étrange, mais évident, c'est la Pologne au tombeau qui arrête encore les armes russes sur le chemin du Danube ! C'est à Varsovie que le tsar doit conquérir les clefs de Constantinople. »

» Si les Slaves occidentaux peuvent espérer poursuivre leur développement national sous l'égide de l'Autriche-Hongrie, sans avoir à craindre d'être asservis, germanisés ou magyarisés, c'est en vain que la Russie les appellera sous la bannière du panslavisme. »

Si la question polonaise a une pareille importance pour l'Autriche dans sa rivalité avec la Russie, elle ne présente pas un moindre intérêt pour les deux autres états. Les politiciens et les publicistes russes mettaient en lumière, depuis longtemps, la grande importance du problème polonais pour les intérêts vitaux de la Russie, surtout dans le cas probable d'une guerre avec l'Allemagne.

« Tant que le triomphe du panslavisme n'aura pas écarté la question polonaise, il est aussi impossible à la Russie de régler la question d'Orient à son profit que d'opérer la quadrature du cercle » écrivait en 1869, dans son étude sur la question d'Orient, le panslaviste russe, général Fadéef, qui prévoyait le conflit russo-allemand dans un proche avenir. « Si nous ne ramenons pas à nous la Pologne, les Allemands la rétabliront contre nous ; c'est leur intérêt. » « Leur évident intérêt », poursuit de Laveleye, en citant ces paroles : « car la Pologne indépendante leur servirait d'infranchissable boulevard. La garder pour eux-mêmes serait la folie d'une aveugle et inique ambition ; ne pouvant germaniser toutes les provinces polonaises, on les rejetterait dans les bras des Russes, comme en 1846, et le panslavisme reprendrait aussitôt une puissance bien plus redoutable que celle dont il a pu disposer jusqu'à ce jour, car il réunirait cette fois tous les Slaves au service d'une même cause, et il serait armé contre l'oppression teutone du plus saint des droits. *Trop faible peut-être pour se défendre, la Pologne perdra qui voudra l'asservir, la Russie d'abord, ensuite l'Allemagne* » ¹).



N comprendrait donc que, une fois la grande guerre éclatée, les trois monarchies eussent fait tout leur possible pour s'assurer la sympathie et le concours de la Pologne. Or, pour expliquer les promesses faites aux Polonais, ouvertement ou sous main, au début de cette guerre et plus tard, il n'y a pas besoin de recourir à l'hypothèse, invraisemblable d'ailleurs, d'un mouvement de générosité ou d'un soudain

réveil de sympathie, jusqu'alors assoupie. C'est l'intérêt politique le plus élémentaire qui les dictait.

Ce qui paraît plutôt étonnant c'est que les états copartageants, en cherchant incontestablement à disposer les Polonais en leur faveur, n'ont pas osé ou n'ont pas voulu soulever la question polonaise dans toute son étendue.

En effet, c'est avec une réserve extrême et une répugnance visible pour la restauration de la Pologne comme état indépendant que ces puissances ont fait, bien à contre-cœur, des avances aux Polonais, afin de se concilier leurs sympathies dont on se souciait naguère fort peu, mais qu'on se dispute aujourd'hui. Elles ont l'air ainsi de revenir à la tactique si funeste de Napoléon I^{er} dont il reconnut lui-même l'erreur après sa chute. Napoléon, en effet, tout en ayant besoin de la Pologne, redoutait le plein épanouissement de ce pays avec ses libertés nationales et politiques; il exprimait ses appréhensions étranges dans des formules succinctes qui lui étaient propres :

« Je veux dans la Pologne un camp et pas de *forum*. »

« Je ne veux de la Pologne que comme d'une force disciplinée, pour meubler un champ de bataille. »

« Nous aurons un bout de diète, à l'appui des levées à faire dans le grand-duché de Varsovie, mais rien au-delà. »

Voilà des aphorismes de nature à froisser l'enthousiasme d'une nation qui avait été prête à faire tous les sacrifices pour le grand empereur, à condition de voir ressusciter sa patrie.

Cette tactique erronée de Napoléon a trouvé son expression la plus typique dans les paroles qu'il prononça à Narbonne avant la campagne de 1812.

« La difficulté pour cette guerre n'est que d'ordre moral. Il faut, en se servant de la force matérielle accrue par la

Révolution, n'en pas déchaîner les passions ; *relever la Pologne sans l'émanciper.* »

Relever la Pologne sans l'émanciper — voilà une utopie bizarre qui paraît pourtant avoir survécu à son auteur.

Il est superflu de parler des aspirations polonaises. Elles ne pouvaient et ne peuvent guère être autres que celles de toute nation vivante, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent viser d'autre but que l'indépendance complète. Nous avons indiqué brièvement quelle a été jusqu'ici en face de ce fait l'attitude des états copartageants, nous allons aborder la question de savoir, si cette aspiration des Polonais à l'indépendance, aspiration si naturelle, si intelligible et si inévitable, a rencontré une compréhension complète et un appui politique chez les grandes nations de l'Occident européen pendant la guerre actuelle. Il est douloureux de ne pouvoir répondre sans hésiter à cette question, par une affirmation catégorique. Il est vrai qu'il existe une « Ligue française pour la reconstitution de la Pologne » qui a pris vis-à-vis de la Pologne, dans ses déclarations publiques, une attitude rappelant celle de la France d'autrefois. Il est donc bien probable que les masses populaires, si elles n'étaient influencées par les exigences de la politique internationale, se prononceraient tout simplement pour la reconstitution d'un état polonais indépendant. Mais le calcul politique, ou les apparences d'un calcul, ont à tel point embrouillé les sentiments et les opinions politiques, du moins en ce qui concerne la question polonaise, que l'opinion qui semble prévaloir est celle des gens qui recommandent à la Pologne de se contenter de la demi-solution du problème national et de n'aspirer qu'à une « autonomie » relative sous une domination étrangère.

çais l'idée de la possibilité d'une existence dépendante pour la France. Il ne s'agit certes pas de l'éventualité d'un asservissement rappelant le sort de la Pologne, il ne s'agit que d'une atteinte à la souveraineté absolue dont jouit la France ; et c'est cette idée qui inspire une peur et une indignation si légitimes au patriote français. Le professeur Ernest Denis, envisageant les conséquences possibles de la victoire allemande pour la France, écrit :

« Personne ne s'est jamais fait la moindre illusion sur la gravité du péril que nous courions : si nous n'étions pas vainqueurs, absolument, complètement, radicalement vainqueurs, c'était la ruine de la nation ; nous étions condamnés pour des siècles à une existence diminuée, dépendante, ce qui, avec le caractère français, entraînerait fatalement notre irrémédiable décadence morale et matérielle. Plutôt que de nous résigner à une semblable dégradation, nous avons tous été prêts dès la première heure — et nous sommes encore prêts aujourd'hui — s'il le faut, à nous ensevelir sous les ruines de Paris »²).

Voilà une juste appréciation de ce fait incontestable que pour une grande nation il n'y a ni demi-liberté ni demi-indépendance, qu'il n'y a qu'une indépendance entière ou une servitude avilissante. Mais que le professeur Ernest Denis ne pense pas que c'est pour la France seule qu'une existence diminuée entraîne la décadence ; aucune nation ne saurait se soustraire aux suites funestes et inévitables d'une existence dépendante, la nation polonaise, avec son histoire millénaire et glorieuse — moins encore que toute autre.

Une inconséquence encore reste à signaler. Ces mêmes hommes d'état et ces mêmes hommes de lettres qui, en s'adressant aux Polonais, font appel à leur modération, les

engageant à renfermer leurs revendications dans des limites raisonnables, à savoir se contenter d'une promesse d'autonomie sous la domination étrangère, sont beaucoup plus larges lorsqu'il s'agit des aspirations d'autres peuples. Déjà pendant la guerre balkanique de 1913, on a témoigné dans l'Europe occidentale d'une compréhension parfaite en ce qui concernait les vœux des peuples qui ont fait valoir leurs revendications contre la Turquie, et plus tard contre la Bulgarie. Le comte de Mun, dans ses beaux articles écrits à l'époque des troubles balkaniques, trace un tableau des vastes ambitions de la Roumanie qu'il trouve parfaitement légitimes, et il est loin de donner à cette nation des conseils de modération.

« Rêves sans doute, lointains et grandioses, écrit-il le 7 février 1913, mais ces rêves-là, patiemment entretenus au fond des âmes, sont le ferment des politiques glorieuses et fécondes. Ceux-là le savent bien, qui, depuis quarante-trois ans, supplient la France de rester fidèle à l'immuable espoir, dont lui font une loi ses malheurs passés. »

Depuis le début de la guerre, on a eu maintes fois l'occasion de lire des pages chaleureuses consacrées aux revendications des petites nations. Il ne s'agit pas, dans ces articles, de réclamer, en plaidant la cause de ces peuples, une amélioration partielle de leur sort, de revendiquer pour eux une autonomie relative sous une domination étrangère ; on y demande carrément l'indépendance complète de ces peuples, on leur attribue le droit sacré de rassembler leurs membres épars, d'attaquer, dans ce but, les états voisins, de leur arracher les territoires irrédentistes et de réunir ces derniers à la mère-patrie.

Ainsi donc, on voit bien que les nations occidentales ont une conception très vaste et très catégorique des

droits des peuples, grands et petits, et l'on peut dire que cette faculté précieuse et généreuse de comprendre parfaitement les vœux des autres nations s'est accrue visiblement, pendant ces deux années de guerre.

Or, si malgré cela, l'on évite de soulever la question polonaise dans toute son étendue, si l'on recule devant l'affirmation des droits de la Pologne à une existence indépendante, alors qu'on reconnaît ces mêmes droits à tel ou tel autre petit peuple comme le Monténégro, par exemple, dont la population ne dépasse pas la moitié des habitants de la ville de Varsovie, ce phénomène, fort curieux, a besoin d'une explication.



EN examinant les modifications survenues depuis un siècle dans l'attitude de l'Europe occidentale, vis-à-vis de la Pologne, il nous suffira presque de les étudier, telles qu'elles se sont produites en France. En effet, les raisons qui, dans diverses époques, ont déterminé les dispositions générales de cette partie de l'Europe envers la Pologne se dessinent le plus distinctement dans ce pays ; exposées dans leurs grandes lignes, elles permettent d'expliquer, par analogie, les vacillations des sympathies polonaises chez les autres peuples occidentaux.

Les sympathies françaises pour la Pologne étaient autrefois très vives. Pour le prouver il suffit de citer : Lafayette, Mauguin, Lamarque, Victor Hugo, Michelet, Quinet, Armand Carrel, Bignon, Montalembert, Lamennais, Etienne Cabet, François Raspail, Odillon Barrot, Ledru-Rollin, Henry Martin et beaucoup d'autres. Ce fut pour donner satisfaction à l'opinion publique en France

qu'au temps de la monarchie de Juillet figura toujours dans l'adresse de la Chambre des députés au Trône la phrase exprimant la conviction « que la nationalité polonaise ne périra pas ».

L'intérêt qu'on vouait à la cause polonaise avait été fomenté et éveillé jadis par les luttes héroïques des Polonais pour leur indépendance. La Pologne, après 1831, 1848, 1863 était entourée aux yeux des peuples d'une auréole d'héroïsme et de martyre. Une véritable légende se forma autour de la vaillante nation qui avait osé tenir tête plus d'une fois à la plus formidable armée de l'Europe, remportant même des victoires dans cette lutte inégale, et succombant enfin sous le nombre.

Ovide a dit qu'on a toujours assez d'amis lorsqu'on est heureux.

*Donec eris felix, multos numerabis amicos,
Tempora si fuerint nubila, solus eris.*

Cette thèse pessimiste doit être rectifiée. Ce n'est pas seulement le bonheur, mais aussi le malheur qui suscite la sympathie du monde, mais à condition que ce malheur soit éclatant, dramatique et récent ; un malheur chronique, une souffrance durable, prolongée, surannée, au lieu de faire naître des sympathies, finit par les lasser.

Ainsi, à mesure que le souvenir des luttes polonaises pâlisait, les sympathies qu'elles avaient éveillées s'effaçaient, cédant la place à une indifférence croissante.

Cependant, même à l'époque où ces sympathies étaient les plus vives en France, elles restaient assez platoniques et stériles, en comparaison des services réels rendus par la Pologne à la France.

« La France prenait la question polonaise de temps à autre en main — dit Emile de Laveleye — elle envoyait

des notes comminatoires, on prononçait des discours éloquents ; mais elle était trop loin. Elle ne s'intéressait à la Pologne que par l'effet d'un sentiment qu'entretenait le souvenir d'une grande iniquité commise par les Russes et de services réels rendus par les Polonais. »

Mais si, même au moment du plus grand enthousiasme pour la cause polonaise, il s'est trouvé des hommes tels que Thiers, Lamartine, Proudhon qui lui furent franchement hostiles, la Pologne ne manqua pas d'amis véritables et fervents comme Michelet et Montalembert qui reprochaient aux Français leur attitude tiède et passive et qui élevaient haut leurs voix éloquentes en sa faveur.

« En vain la Pologne étalait-elle devant nos yeux le souvenir de ses services et de ses titres, le spectacle de ses plaies et de ses angoisses, elle qui a été pendant de si longs siècles le boulevard sanglant de l'Europe, l'infatigable alliée de la France — écrit Montalembert en 1864 —. Rien n'y a fait. Rien n'a réussi à vaincre l'impitoyable inattention, la honteuse insouciance, l'impassible indifférence, l'imprévoyance obstinée de l'Europe contemporaine. Elle ne veut plus même qu'on lui parle d'un sujet usé, condamné. Elle veut l'oublier, le chasser de sa pensée, en détourner ses yeux alourdis par la fatigue du gain et du plaisir. »

« Les plus compatissants, les plus généreux font comme Agar qui s'éloignait en pleurant pour ne pas voir l'agonie de son fils mourant de soif dans le désert : *et abiit seditque... Dixit enim : non videbo morientem puerum...* »

... « La Pologne est écartée, oubliée, trahie ! L'Europe n'est unanime que pour l'abandonner... »

« Sur quoi, dormez tranquille, jouissez de la vie, monarques de l'Europe, hommes d'Etat et diplomates... *Dormite et gaudete...* »

« La Pologne sait qu'elle continuera à être vaincue, méconnue et trahie ; elle n'en persiste pas moins par honneur, par fidélité, au milieu des angoisses de l'abandon et de l'oubli universel, à aimer et à servir une cause d'autant plus chère qu'elle a coûté plus de larmes ; à combattre, à souffrir, comme par le passé ; à maintenir son imprescriptible droit ; à accomplir ce qu'elle tient pour son devoir et sa mission ici-bas »³).



USQU'A la guerre franco-allemande de 1870 et, dans une certaine mesure, jusqu'à la conclusion de l'alliance franco-russe, la question polonaise apparaissait en France, comme consistant essentiellement dans le conflit entre la Pologne et la Russie. C'était en effet la Russie qui avait englouti les trois quarts du territoire de la République polonaise ; c'était contre la Russie qu'avaient été dirigées les principales insurrections polonaises, celles de 1830 et de 1863, suivies de répressions sanglantes et de persécutions atroces ; c'était la vengeance du gouvernement russe que fuyaient des milliers d'exilés polonais dont la longue théorie défilait sous les yeux de l'Europe. Du reste, le gouvernement russe était le plus réactionnaire, le plus despotique et jusqu'à la formation de l'empire allemand, le plus fort des trois états de l'Est. Il est donc naturel que l'on considérât la Russie comme le bourreau principal de la Pologne et comme son ennemi le plus acharné et le plus implacable.

Cependant, toutes ces circonstances n'auraient pas suffi à indisposer la presse française envers la Russie en ce qui concerne la Pologne, s'il ne s'y en était joint une autre

et, certes, la plus décisive, à savoir : que pendant toute l'époque de la monarchie de Juillet et de Napoléon III la Russie était dans un conflit presque constant avec la France. Ce conflit était dû surtout à la répugnance irréductible de Nicolas I^{er} pour Louis-Philippe et pour la monarchie de Juillet, et puis pour l'usurpateur impérial du trône français, toutes les tentatives de la France pour nouer des rapports amicaux, se heurtant et se brisant contre l'hostilité dédaigneuse du tsar.

Pourtant, déjà à cette époque, quelques observateurs surent constater dans certains esprits en France, une tendance à diminuer la portée du problème polono-russe, à le réduire à une simple question de séparatisme régionaliste et à envisager, par conséquent, la Pologne comme une province réfractaire et récalcitrante, luttant contre la tendance inévitable de l'état russe moderne à l'unité nationale.

« Il lui (c'est-à-dire à la Russie) importait seulement de fournir à la France des excuses dogmatiques d'égoïsme et du reploiement sur elle-même — écrit un auteur en 1856 — de lui souffler : que chaque nation a été créée pour soi et pour rester chez soi, d'où il résulte que toute nationalité, une fois vaincue, devient insaisissable. Quoi ! la nation de Voltaire et de Napoléon ignorer que la Pologne, la Moscovie, la Bohême... ne sont plus pour notre siècle de lumières et de fusion que des superstitions provinciales aussi effacées, aussi absurdes que le patriotisme Burgonde ou Aquitain ? Quelle rétrogradation ! »

« C'est en caressant cette analogie surtout que l'esprit russe réussit le mieux dans ses séductions sur cet esprit absorbant et centralisateur de la France qui donne à celle-ci un air faux, mais assez singulier, de parenté avec l'empire des tsars... »⁴⁾

La guerre franco-allemande a, sinon produit d'emblée, du moins préparé un changement profond dans l'attitude de la France envers la cause polonaise. Les Polonais ne furent certes pas responsables de l'attiédissement du peuple français qui se fit sentir désormais. Tout au contraire. La débâcle française fut considérée par les Polonais presque comme un désastre national. En effet, deux générations polonaises déjà s'étaient familiarisées avec l'idée que la Pologne étant trop faible pour pouvoir secouer le joug de ses oppresseurs par ses propres forces, ce seraient la France et l'Angleterre qui lui prêteraient secours, le moment venu.

La terrible défaite de la France a donc produit une impression douloureuse en Pologne. La France affaiblie, il n'y a plus, semble-t-il, aucune grande puissance sur le continent, qui puisse aider à rompre la chaîne qui retient la Pologne captive de ses trois oppresseurs. On se rendait compte, que la France concentrerait désormais tous ses efforts pour la revanche, qu'elle serait obligée de renfermer sa politique internationale dans des limites plus restreintes et qu'elle devrait abandonner le rôle de défenseur actif des peuples opprimés, que Napoléon III s'était attribué.

Outre cela, l'année 1871 portait dans son sein les germes d'un grand changement dans les relations franco-polonaises. Ce n'est certes pas la participation de quelques émigrés polonais à la Commune qui a pu provoquer une rancune de la France contre la Pologne, comme l'ont prétendu parfois des observateurs superficiels. Ce changement avait des causes plus profondes. Emile de Laveleye a su saisir, avec une perspicacité remarquable, au lendemain de la guerre franco-allemande, les conséquen-

ces futures du revirement dans la politique internationale que l'on pouvait prévoir comme inévitable après la paix de Francfort. Dans l'étude sus-mentionnée, tout en escomptant l'éventualité de la guerre russo-allemande, il examinait la question de l'attitude probable de la France en face de cette guerre prochaine.

« Si cette lutte formidable devait éclater un jour, que ferait la France ? Depuis longtemps l'alliance russe a été une tentation pour la France, et à l'avenir elle le sera plus que jamais... Pour faire des conquêtes, Napoléon III s'est allié précisément à l'état qui pouvait le moins les lui permettre. L'alliance russe eût été certes plus indiquée ; mais que d'obstacles elle eût cependant présentés ! Il aurait fallu oublier à la fois l'intérêt de la civilisation occidentale, la Pologne et la Hongrie nécessairement sacrifiées et toutes les traditions libérales de la France... »

L'auteur prévoyait que, de la défaite et de l'humiliation de la France sortirait, tôt ou tard, une alliance franco-russe et il affirme que cette solution, que font prévoir les événements, a été préparée par la conduite de la Russie pendant les deux grandes guerres de la Prusse contre ses deux rivaux.

« On voit maintenant, dit Emile de Laveleye en 1871, pourquoi, dans la guerre de 1866 et dans celle de 1870, la Russie a observé une neutralité toujours bienveillante pour la Prusse, et pourquoi elle a menacé l'Autriche d'une attaque immédiate, si cet Etat venait au secours de la France. A part même l'affection et les liens de famille qui existaient entre le roi Guillaume et l'empereur Alexandre, l'intérêt russe commandait cette ligne de conduite. Les victoires de la Prusse lui ouvraient le chemin de Constantinople, ou du moins lui donnaient une

chance, la seule possible peut-être, d'y arriver... De ces grands bouleversements sortait, sinon la certitude, au moins la possibilité d'une alliance pour la Russie. Dans l'ancien ordre des choses, il n'est pas un Etat, pas même la Prusse, qui l'aurait aidée à marcher sur Constantinople. Dès qu'il franchissait le Danube, le tsar devait s'attendre à voir se lever contre lui l'Europe tout entière. S'avancer seul contre tous était une folie évidente, c'était déjà trop de l'avoir essayé en 1853, et il aurait pu le payer de la perte de la Pologne et de la Finlande ; mais la France diminuée, brûlant de prendre sa revanche et de recouvrer ses provinces, pouvait, un jour, venir en aide à la Russie, si celle-ci lui garantissait la conquête de ses frontières naturelles. »

« Avec tout Etat qui désire plus ardemment une chose qu'il ne craint la prépondérance du panslavisme, la Russie peut s'entendre ; avec les autres, tout accord est impossible. Pour la France puissante et glorieuse, l'alliance russe était une chose monstrueuse ; pour la France vaincue et mutilée, elle peut devenir une tentation, un espoir. »(5)



VINGT-TROIS ans après, cette alliance est devenue un fait. Elle n'a pas pu ne pas exercer une influence profonde sur l'attitude de la France en face de la question polonaise. Jusqu'alors le problème polonais avait été pour l'Europe une question russo-polonaise avant tout. Désormais, en abordant ce problème, on se gardera, par dessus tout, de froisser l'allié, et comme il est tout simplement impossible de parler de la Pologne, sans faire de critique indirecte à

l'adresse du gouvernement russe, on cessera de toucher à ce sujet, si délicat et si scabreux.

Le revirement dans la politique internationale de la France a abouti non seulement à un changement radical dans ses rapports avec les autres peuples, mais a même exercé une certaine action rétroactive, en faisant voir le passé sous le jour de la politique actuelle. Dorénavant, lorsqu'un écrivain français présentera un récit d'une des deux glorieuses épopées, celle de Napoléon I^{er} et celle de la guerre de Crimée, il se sentira obligé de donner aux lecteurs des éclaircissements rassurants et des justifications.

L. Thouvenel, en publiant en 1891, à l'époque de la visite de l'escadre française à Cronstadt, son étude sur Nicolas I^{er} et Napoléon III, se croit obligé de mettre au jour dans l'avant-propos l'impopularité de son sujet. :

« Nous n'hésitons pas à reconnaître, dit-il, qu'en touchant à ce grave sujet, nous allons nous heurter à un obstacle redoutable, c'est-à-dire aux sympathies qui semblent unir aujourd'hui les deux nations ennemies il y a quarante ans ». Il rassure d'ailleurs le lecteur, en l'avertissant que « la guerre de 1854 se poursuivit sans haine de race et se termina à la satisfaction non dissimulée des deux adversaires. »

Le thème de l'alliance franco-russe étant devenu le sujet favori des investigateurs et des publicistes, ceux-ci cherchaient, avec un soin particulier, des précurseurs à cette alliance, en citant dans leur nombre Chateaubriand et Polignac, Richelieu et La Ferronnays, Castelbajac et Morny. Dans son étude sur ces deux derniers, publiée en 1894, Albert Sorel dit franchement :

« Si, comme disait Montaigne, c'est « un furieux avan-

tage que l'opportunité », ce serait s'en priver bien gratuitement que de tirer de leur sommeil tutélaire les querelles de couvent et de coupoles qui furent, en 1854, le prétexte de la rupture. Cronstadt et Toulon ont réuni ce que Jérusalem séparait alors. Mais on est sûr de ne manquer à aucune bienséance en invoquant la mémoire et en recherchant, au besoin, les conseils des hommes qui, depuis le début de ce siècle, ont souhaité, dessiné, préparé une alliance entre la France et la Russie. »

Certains auteurs, en recherchant les causes qui avaient empêché dans le passé la conclusion de l'alliance franco-russe, citaient la Pologne comme un des obstacles et exprimaient même une certaine animosité envers cette nation qui, dans les époques de grandes épreuves et dans toutes les vicissitudes de la France moderne, fut cependant toujours sa fidèle alliée.

On comprend bien que pour les publicistes et les journalistes français, le problème polonais fût devenu un sujet très délicat et épineux. On se souvenait fort bien de l'irritation non dissimulée du tsar Alexandre II lorsque Napoléon III, à l'entrevue de Stuttgart en 1857, lui eut parlé de la Pologne et on trouva plus judicieux de garder un silence absolu sur une question aussi inopportune.

Mais bientôt les circonstances en décidèrent autrement.

Si tous les Polonais se trouvaient sous la domination russe, on n'aurait probablement pas abordé la question polonaise dans la presse occidentale, sauf peut-être à l'occasion d'un acte tel que la proclamation du grand duc au mois d'août 1914, acte qui serait considéré comme une autorisation formelle de parler de la Pologne. Mais il y a aussi des Polonais sous la domination prussienne. Les relations prusso-polonaises ont atteint, vers la fin du

XIX^e siècle, l'extrême degré de tension et d'aigreur, les plaintes des Polonais posnaniens retentissaient haut, et la presse française n'avait pas de motifs pour cacher la dureté du régime prussien. Les journaux se mirent à publier des récits émouvants sur les vexations scolaires, sur la persécution de la langue polonaise, sur l'activité de la commission de colonisation. Le nom de la Pologne recommençait à attirer l'attention du public et à gagner les sympathies des masses. La question polonaise apparaissait dans la presse occidentale sous un jour nouveau, à savoir comme une question polono-allemande, et l'on comparait le sort des Posnaniens à celui des Alsaciens-Lorrains. Bref les sympathies pour la Pologne avaient trouvé un nouveau point d'appui.

Mais une question indiscrete et fâcheuse s'imposait : les paroles de blâme dirigées contre le régime prussien en Pologne n'atteignaient-elles pas, par ricochet, l'alliée de la France ? On condamnait, avec raison, le système appliqué en Pologne prussienne, mais le même système, *mutatis mutandis*, fleurissait en Pologne russe. Etait-il possible de blâmer la proscription de la langue maternelle des écoles publiques, des tribunaux, des bureaux d'état, des chemins de fer, l'exclusion des Polonais de tous les emplois gouvernementaux dans leur propre pays, le système de gouverner le pays par une bureaucratie étrangère à la population, tout en ayant l'air de ne pas savoir que la Russie exerce méthodiquement ce même système dans ses territoires polonais ?

Naturellement, on aurait vivement désiré pouvoir donner au lecteur une réponse rassurante et opposer le système libéral russe au régime implacable de la Prusse, mais il aurait été trop difficile de cacher la vérité qui

sautait aux yeux, la Pologne occupant, non pas quelque île exotique du Pacifique, mais le centre même de l'Europe.

Il y a eu, certes, des tentatives isolées de représenter la domination russe comme favorable et même salutaire à la nation polonaise, et le gouvernement russe comme protégeant les classes rurales contre l'oppression des hautes classes et ne visant que le bien de la grande majorité du peuple polonais. Cette argumentation étant trop grotesque et l'oppression qui résultait du système russe étant trop manifeste et incontestable pour qu'on pût la nier, il y eut aussi des auteurs qui tâchèrent de justifier ce système et de blanchir ses fauteurs, en prétendant que les Russes ont accordé maintes fois la pleine liberté à la Pologne, mais que les Polonais eux-mêmes, incorrigibles comme ils le sont, ont compromis chaque fois leur bonheur par des insurrections armées. Cependant ces arguments, à la fois cyniques et naïfs à l'excès, ne pouvaient suffire aux hommes avisés. On ne pouvait prétendre sérieusement que le gouvernement russe eût raison de refuser aux Polonais du XX^e siècle, leurs droits nationaux les plus élémentaires, parce que leurs aïeux et leurs pères avaient fait jadis des efforts pour secouer le joug étranger. Ce châtiment infligé pour des actes commis par des générations précédentes, serait d'autant plus incompréhensible que, selon les assertions des polonophobes russes, les deux insurrections de 1830 et de 1863, furent organisées par une partie de la noblesse et du clergé contre la volonté de la grande majorité de la nation. En outre, il serait tout au moins bizarre qu'une théorie, affirmant qu'il faut infliger aux fils la peine de dénationalisation pour le crime qu'ont commis leurs pères

en luttant pour la liberté et l'indépendance de leur patrie, puisse trouver crédit en France, pays dont toute l'histoire moderne est le produit des glorieuses révolutions.

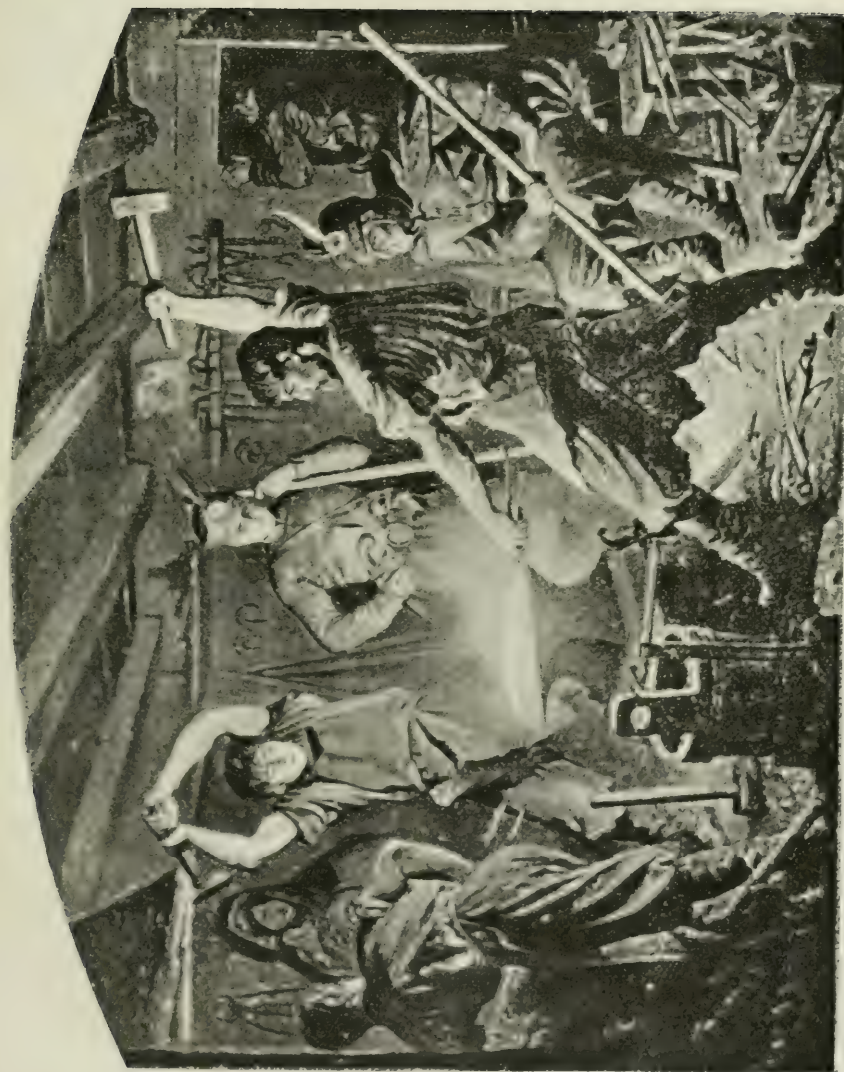


INSI donc, blâmer la germanisation des Polonais sans atteindre en même temps le système parallèle et analogue de la russification, était une tâche fort difficile. En 1905 survint le mouvement révolutionnaire et constitutionnel russe, qui semblait devoir produire un revirement complet dans les relations russo-polonaises. On prétendit alors que c'était l'ancienne Russie, avec son impérialisme et son nationalisme farouche, qui s'écroulait et qu'on voyait l'aube d'une nouvelle Russie poindre à l'horizon. On parla de l'autonomie nationale qui allait être accordée aux Polonais. Mais ce n'étaient là que des apparences fallacieuses. Non seulement la promesse de l'autonomie ne s'est pas réalisée, mais encore on a procédé à une russification plus vigoureuse que jamais. Cette fois, il devint trop difficile, même aux défenseurs les plus zélés du système, d'évoquer, pour justifier cette russification, l'ancien spectre de la révolution polonaise de 1863 ; d'abord l'argument était trop évidemment suranné, et ensuite on avait devant les yeux un contre-argument de date plus récente, à savoir : que les Polonais n'avaient pas voulu profiter du terrible désarroi qui régnait en Russie après la campagne désastreuse du Japon, et n'avaient même pas fait la tentative d'un mouvement insurrectionnel.

Alors, on a eu recours à une argumentation ingénieuse, qui est plus ou moins en vogue encore de nos jours et qui a su reconnaître, du moins en principe, les horreurs du système russe tout en en disculpant la nation russe. La nation russe, dit-on, nourrit les meilleurs sentiments et les intentions les plus désintéressées vis-à-vis de la Pologne. Ce n'est que la bureaucratie, frondeuse même envers l'empereur, qui gâte perfidement les rapports des deux peuples. Cette bureaucratie étant en grande partie, et surtout dans sa classe supérieure, composée d'Allemands, l'esprit de convoitise et de nationalisme lui est inculqué par ces derniers. Outre cela, le gouvernement allemand a toujours exercé une influence néfaste sur le gouvernement russe en ce qui concerne la question polonaise. Or, les horreurs du régime russe en Pologne, n'étant pas conformes au caractère de la nation russe, s'expliquent, en fin de compte, par une intrigue étrangère.

Si nous considérons cette théorie comme foncièrement erronée, ce n'est pas, certes, pour disculper les Allemands. C'est un fait avéré que parmi les russificateurs de la Pologne et parmi les fauteurs du régime polonophobe en Russie, nous trouvons un nombre considérable de noms allemands. Ce que nous voulons démontrer c'est combien il serait puéril de considérer l'influence étrangère comme la source principale ou unique du conflit russo-polonais et de représenter ce conflit même comme étant l'effet de causes extrinsèques et passagères.





On apprête les faux.
(1863)

D'APRÈS GROTGUER



T d'abord, qu'on nous permette un rapprochement assez instructif. Jusqu'à l'époque de 1870-71, la presse française et la presse occidentale en général, hostiles alors à la Russie, représentaient les affaires de la Pologne sous un jour fort différent et tombaient même parfois dans l'extrême opposé ; c'était le gouvernement russe seul qui passait pour le démon de la Pologne, c'est à lui et à son influence néfaste qu'on attribuait le triste sort des Polonais, non seulement en Russie, mais aussi en Prusse et en Autriche. Il faut dégager le fond de vérité de ces opinions, dictées avant tout, alors, comme aujourd'hui, par les contingences de la politique internationale. Il est incontestable que le gouvernement russe, surtout sous Nicolas I^{er}, donnait le ton et la direction suprême à la politique polonophage des trois dominateurs de la Pologne. Le courant relativement favorable aux Polonais qui se dessina en Prusse après 1840, sous le règne de Frédéric-Guillaume IV, provoqua un fort mécontentement de la part du tsar qui qualifiait l'attitude de son beau-frère de trahison des principes sacrés jurés en 1833, à Munchengraetz, par les trois monarchies de l'Est. Puis les rôles changèrent. Après 1871, la Prusse entreprit une lutte implacable contre l'élément polonais, sans avoir besoin d'encouragement de la part de la Russie ; d'ailleurs, vu l'accroissement énorme de la puissance allemande, la Russie ne pouvait plus jouer envers l'Allemagne son rôle tutélaire et protecteur d'autrefois. Au contraire, à partir de la guerre russo-japonaise surtout, c'est plutôt l'Allemagne qui a pris l'ascendant sur la Russie et qui a pu désormais influencer sa politique.

Mais, de même qu'il serait puéril d'attribuer les duretés de la politique prussienne envers la Pologne à l'époque de Nicolas I^{er} exclusivement à l'influence de ce dernier, il serait enfantin de mettre les rigueurs du régime russe, dans ces derniers temps, uniquement sur le compte des insinuations allemandes, à supposer qu'elles aient eu lieu.

La politique de la Prusse envers la Pologne suivait en général sa voie traditionnelle, tracée par Frédéric II, et l'influence russe n'y jouait qu'un rôle secondaire. Cette politique a subi, pendant la première moitié du règne de Frédéric-Guillaume IV, une certaine modification, mais, à vrai dire, les concessions accordées alors aux Polonais étaient assez insignifiantes et ce n'est qu'aux yeux impitoyables du tsar que cet allègement du sort des Polonais prussiens a pris des proportions redoutables et fort exagérées.

En réduisant à leurs vraies proportions l'influence réciproque que la Prusse et la Russie ont eue sur leurs attitudes respectives vis-à-vis de leurs sujets polonais, on peut dire que depuis les partages de la Pologne et, d'une manière plus exacte, à partir de l'étouffement de l'insurrection polonaise de 1830-1831, il existait entre la Russie et la Prusse une solidarité de visées et de procédés envers les Polonais, qui reposait sur les bases solides de la politique traditionnelle de chaque état. Ces deux puissances en effet, tombaient spontanément d'accord sur la question polonaise et se concertaient, de temps en temps, comme en 1833 à Munchengraetz, sur les mesures à adopter pour étouffer le développement naturel des aspirations séculaires des Polonais.

L'Autriche participa activement à ce concert des trois états copartageants jusqu'à l'époque d'un revirement

dans sa politique et dans son système intérieur, revirement qui fut la conséquence de la guerre de 1866 ; à l'époque de Metternich c'est l'Autriche qui donnait parfois, sinon la direction même, du moins la formule et la théorie de la direction à suivre, à la triple alliance polonophage. Après 1866, elle fit bande à part et accorda aux Polonais une autonomie nationale. L'exemple de l'Autriche prouve évidemment combien fausse et naïve est la théorie qui impute l'oppression des Polonais dans un des états dominateurs à l'influence funeste exercée par un autre état. En vérité, si l'on attribue à l'influence allemande une grande action sur la politique russe dans les dernières années qui précédèrent la guerre actuelle, l'influence de l'Allemagne sur la politique de l'Autriche, son alliée, était beaucoup plus considérable et directe. Or, si l'on admet que l'Allemagne faisait des démarches dans le but de fomenter le courant antipolonais en Russie, il faut de même admettre qu'elle en faisait autant, et sans doute d'une manière plus autoritaire, auprès du gouvernement de Vienne. Néanmoins, celui-ci a maintenu dans ses grandes lignes sa politique envers les Polonais, adoptée un demi-siècle auparavant, au moment de l'exclusion de l'Autriche de la Confédération germanique. Et voici qu'en 1910 les Polonais ont pu célébrer à Cracovie l'anniversaire demi-millénaire de la bataille de Grunwald, où les chevaliers teutoniques, prédecesseurs des Prussiens modernes, furent écrasés par les troupes polonaises. Cet anniversaire devait être célébré à Varsovie, mais le gouvernement russe, fidèle à son système de supprimer toutes les manifestations nationales des Polonais, refusa d'y donner son autorisation. La célébration, à Cracovie, de la bataille de Grunwald, prit la

forme grandiose d'une solennité nationale, et son alliance intime avec l'Allemagne n'a pas empêché le gouvernement autrichien d'y accorder sa permission.

La question polonaise a une importance trop grande pour chacun des états copartageants, pour que chez l'un ou l'autre d'entre eux une influence étrangère quelconque puisse s'exercer d'une manière décisive, excepté au cas où l'un de ces états deviendrait le vassal d'une autre puissance, ce qui ne s'est pas produit jusqu'ici. Par conséquent, afin de bien comprendre la politique polonaise d'un des états copartageants, il faut connaître la nature intime et les bases fondamentales de sa politique générale.



II



A politique séculaire de la Russie envers la Pologne a été déterminée par des causes générales, issues de la nature, de ce état et par des causes particulières provenant des relations qui existèrent entre la Pologne et la Moscovie durant des siècles.

Les causes générales qui ont déterminé la politique polonaise de cet état. se résument dans sa tendance vigoureuse à fonder un état national, homogène. En effet, la puissance russe est née d'un petit noyau, d'une petite tribu guerrière et convoiteuse qui, par voie de conquêtes, étendit sa domination sur les peuples voisins et créa ainsi graduellement un grand état. Les fondateurs de cet état et leurs successeurs, en poursuivant la grande œuvre de consolidation intérieure, ont jugé nécessaire de donner à sa population disparate et hétérogène une surface nationale vaste et homogène et de fondre, autant que possible, plusieurs tribus pour en faire une seule nation. Cette tendance générale déterminait, d'avance et d'emblée, l'attitude de la Russie envers les provinces polonaises qui lui sont échues après les partages.

Les causes particulières qui ont influencé la politique polonaise de la Russie proviennent du fait des luttes traditionnelles de cet état, limitrophe de la Pologne indépendante, avec cette dernière.

La Russie, qui avait englouti les trois quarts du territoire polonais, continua sa politique séculaire tracée et

caractérisée par les luttes constantes de la Moscovie contre la Pologne et la Lithuanie. Au cours de ces luttes l'état moscovite connut des périodes de défaillance et sembla parfois, comme au commencement du XVII^e siècle, devoir succomber sous les coups polonais. Toutefois il se relevait toujours avec une vitalité remarquable et, de concert avec les nombreux ennemis de la Pologne, frappait à son tour sa rivale séculaire. L'oppression des Polonais tombés sous la domination russe après les partages, n'est que la continuation, sous une forme nouvelle, de la lutte des deux nations, des deux civilisations qui s'étaient disputé la maîtrise de l'Europe orientale durant des siècles.



POUR mieux comprendre la politique polonaise de la Russie, il faut tenir compte des tendances générales de la politique russe qui se révèlent dans l'histoire de cet état.

Les étrangers, en étudiant le régime russe, s'en font souvent une idée tout à fait fausse ; ayant devant eux, d'un côté, le gouvernement revêtu d'une omnipotence légale et, de l'autre, le peuple passif et ignorant dans sa grande majorité, ils en tirent la conséquence que le pouvoir suprême est en réalité tout puissant et qu'il peut diriger la politique de l'état à son gré, sans se soucier de la disposition et des sentiments du peuple. Ce serait commettre une grave erreur et méconnaître la nature essentielle de l'état russe que de partager une pareille opinion. Les observateurs plus perspicaces et plus pénétrants constatent tous que le peuple russe, apparemment passif, a toujours eu de puissants instincts et des passions poli-

tiques ; que, même à l'époque du despotisme le plus dur sous Nicolas I^{er}, il a toujours existé en Russie une opinion publique *sui generis*, qui se manifestait surtout dans les affaires de la politique internationale ; et que si le souverain et son gouvernement pouvaient régner despotiquement, c'était à condition de tenir compte des passions populaires, et de respecter, de flatter même cette opinion publique, unique en son genre. Nicolas I^{er}, ce despote modèle, se rendait parfaitement compte de la nature de son peuple et les réflexions qu'il dut faire sur la triste fin de son père, Paul I^{er}, ont sans doute contribué puissamment à lui faire comprendre le vrai caractère de ses sujets.

La grande difficulté qu'ont les étrangers de pénétrer la nature de l'état russe, provient de ce qu'il est presque impossible à la mentalité occidentale de comprendre comment un peuple peut, d'un côté, être sensible au prestige extérieur de son empire et vouloir manifester sa volonté chaque fois que ce prestige est en jeu, quand, de l'autre côté, il a à supporter un régime d'esclavage à l'intérieur même du pays. On se tire ordinairement d'affaire en mettant hors de cause la nation et en concentrant tout le blâme sur le pouvoir suprême : ainsi, à l'époque de Nicolas I^{er}, on attribuait toutes les particularités et toutes les horreurs du régime russe au tsar, et ensuite, jusqu'à nos jours, à la bureaucratie.

Cependant, il y eut aussi des hommes qui, non contents de répéter des lieux communs, se donnèrent la peine d'étudier la nature compliquée, à première vue incompréhensible, mais extrêmement intéressante de la nation russe. Nous citerons quelques passages d'un livre jadis très connu et lu avidement par le public européen et par le public russe, malgré l'interdiction de la censure

dont il fut frappé dans l'empire des tsars ; c'est l'étude, en quatre volumes, du marquis de Custine sur : « La Russie en 1839 ». Il est évident que depuis ce temps-là bien des choses ont changé en Russie, mais il ne faut pourtant pas oublier que, comme le reconnaît le grand juriste russe Martens, la politique russe concernant les questions vitales, a toujours été empreinte d'un remarquable esprit de suite, autrement dit que ses bases sont durables et que ses grandes lignes directrices restent longtemps les mêmes, malgré les détours partiels et les déviations apparentes.

Custine, en analysant le régime russe qu'il a étudié en Russie même, se demande comment un peuple peut supporter depuis des siècles un régime pareil. Il cite, d'après Karamzine, un extrait de la correspondance du baron Herberstein, ambassadeur des empereurs Maximilien et Charles V, auprès du tsar Vassili Ivanovitch.

« Il (le czar) dit, et tout est fait : la vie, la fortune des laïques et du clergé, des seigneurs et des citoyens, tout dépend de sa volonté. Les Russes sont persuadés que le grand prince est l'exécuteur des décrets célestes : ainsi l'ont voulu Dieu et le prince, Dieu et le prince le savent. »

« J'ignore, dit encore Herberstein, si c'est le caractère de la nation russe qui a formé de tels autocrates, ou bien si les autocrates eux-mêmes ont donné ce caractère à la nation. »

« Cette lettre écrite depuis plus de trois siècles, ajoute Custine, vous peint les Russes d'alors absolument tels que je vois les Russes d'aujourd'hui. A l'instar de l'ambassadeur de Maximilien, je me demande encore, si c'est le caractère de la nation russe qui a formé de tels autocrates, ou bien si les autocrates eux-mêmes ont donné ce caractère à la nation. »

« Il me semble cependant, que l'influence est réciproque : ni le gouvernement russe ne se serait établi ailleurs qu'en Russie, ni les Russes ne seraient devenus ce qu'ils sont, sous un gouvernement différent. »

« Peuple et gouvernement ici tout est à l'unisson. » (6)

Custine observe que le peuple russe a de vastes ambitions ainsi que la passion de dominer les autres peuples et que le spectacle éblouissant de l'énorme accroissement de l'empire russe le rend moins sensible au régime despotique qu'il subit et supporte patiemment.

« Une ambition désordonnée, immense, une de ces ambitions qui ne peuvent germer que dans l'âme des opprimés et se nourrir que du malheur d'une nation entière, fermente au cœur du peuple russe. Cette nation, essentiellement conquérante, avide à force de privations, expie d'avance chez elle, par une soumission avilissante, l'espoir d'exercer la tyrannie chez les autres ; la gloire, la richesse qu'elle attend la distraient de la honte qu'elle subit, et, pour se laver du sacrifice impie de toute liberté publique et personnelle, l'esclave, à genoux, rêve la domination universelle. »

« Ce n'est pas l'homme qu'on adore dans l'empereur Nicolas, c'est le maître ambitieux d'une nation plus ambitieuse que lui. Les passions des Russes sont taillées sur le patron de celles des peuples antiques ; chez eux tout rappelle l'Ancien Testament ; leurs espérances, leurs tortures sont grandes comme leur empire. » (7).

Custine était un observateur profond et un grand connaisseur d'hommes, il ne se laissait ni bernier ni éblouir par des apparences. Il se rappelle que, d'après le judicieux précepte de Monomaque : « on veut que l'étranger sorte content du pays » et il ne l'oublie pas au cours des

brillantes réceptions dont il fut l'objet. Il lui est arrivé plusieurs fois de se mettre en contact avec la question russo-polonaise. Il n'était pas, d'ailleurs, admirateur de la Pologne, et on ne peut l'accuser de partialité en faveur de ce pays qu'il jugeait plutôt sévèrement.

« Je devais retourner de Pétersbourg en Allemagne par Wilno et Varsovie. J'ai changé de projet », écrit-il, à la fin de son ouvrage.

« Des malheurs tels que ceux de la Pologne ne sauraient être attribués uniquement à la fatalité : dans les infortunes prolongées, il faut toujours faire la part des fautes aussi bien que des circonstances. Jusqu'à un certain point les nations, comme les individus, deviennent complices du sort qui les poursuit ; elles paraissent comptables des revers qui les atteignent coup sur coup. En apercevant le résultat des erreurs d'un peuple puni avec tant de sévérité, je ne pourrais m'abstenir de quelques réflexions dont je me repentirais ; dire leur fait aux oppresseurs, c'est une charge qu'on s'impose avec une sorte de joie..., mais contrister la victime, accabler l'opprimé, fût-ce à coups de vérités, c'est une exécution à laquelle ne s'abaissera jamais l'écrivain qui ne veut pas mépriser sa plume. »

« Voilà pourquoi j'ai renoncé à voir la Pologne. » (8).





E n'est donc pas une prédilection pour la Pologne, mais un sentiment élémentaire de justice et d'humanité qui lui dictait ses réflexions sur le sort des Polonais sous la domination russe et sur la nature des rapports entre les deux peuples.

« La Russie est à peine aujourd'hui à quatre cents ans de l'invasion des barbares, tandis que l'Occident a subi la même crise depuis quatorze siècles ; une civilisation de mille ans plus ancienne met une distance incommensurable entre les mœurs des nations. »

« La noble influence des chevaliers croisés s'est arrêtée en Pologne avec celle du catholicisme ; les Russes sont guerriers, mais pour conquérir ; les chevaliers polonais guerroyaient par amour de la gloire ; ainsi, quoique dans l'origine ces deux nations sorties de la même souche eussent entre elles de grandes affinités, le résultat de l'histoire, qui est l'éducation des peuples, les a séparées si profondément qu'il faudra plus de siècles à la politique russe pour les confondre de nouveau, qu'il n'en a fallu à la religion et à la société pour les diviser. »

« Les Polonais se trouvent aujourd'hui vis-à-vis des Russes absolument dans la position où étaient ceux-ci vis-à-vis des Mongols, sous les successeurs de Bati. Le joug qu'on a porté n'engage pas toujours à rendre moins pesant celui qu'on impose. » (9).

Custine eut l'occasion de parler plusieurs fois à l'empereur Nicolas I^{er}, et il fut même admis dans l'entourage immédiat du souverain. Il savait rendre justice aux qualités du tsar, à sa ferme volonté, à sa remarquable capacité d'imposer sa volonté à tous les organes supérieurs de l'immense édifice politique ; mais il n'oubliait jamais, lors-

qu'il causait avec l'empereur, qu'il avait devant lui l'op-
presseur de la Pologne. C'était à l'époque où les autorités
russes en Pologne, conformément à la volonté suprême,
qualifiaient de crime d'état toute manifestation politique,
sociale ou même intellectuelle un peu libre, et frappaient
de peines sévères les prétendus coupables, condamnés,
le plus souvent, à l'exil en Sibérie. En observant stricte-
ment le sus-dit précepte de Monomaque, on témoignait,
en Russie, au voyageur français une grande amabilité et
une politesse exquise, on tâchait de frapper son imagina-
tion par des démonstrations imposantes de la puissance
militaire russe et on s'efforçait de le séduire par le charme
et la splendeur de la vie de la haute société ; on affichait
dans les conversations des idées libérales et humanitaires,
en exprimant le regret qu'il fût impossible, pour le mo-
ment, d'appliquer ces beaux principes au régime intérieur
de la Russie, vu le niveau intellectuel fort bas de la nation.
Mais le marquis de Custine avait trop d'esprit pour se
laisser abuser, et son œil sut percer tous les voiles et
discerner la réalité russe.

« Je crois — telles étaient ses réflexions après les entre-
tiens qu'il eut avec le tsar — que sa tête est à deux faces,
comme celle de Janus, et que les mots : violence, exil,
oppression, ou leur équivalent à tous, Sibérie, sont gravés
sur celui des deux fronts que je ne vois pas. »

« Cette idée me poursuit sans cesse, même quand je
lui parle. J'ai beau m'efforcer de ne penser qu'à ce que
je lui dis, mon imagination voyage malgré moi de Varso-
vie à Tobolsk, et ce seul nom de Varsovie me rend toute
ma défiance. »

« Savez-vous, qu'à l'heure qu'il est les chemins de l'Asie
sont encore couverts d'exilés, nouvellement arrachés à

leurs foyers, et qui vont à pied chercher leur tombe. Ce renouvellement de colère est dû à une soi-disant conspiration polonaise. Mon cœur saigne pour les bannis, pour leur famille, pour leur pays!... qu'arrivera-t-il quand les oppresseurs de ce coin de terre, où fleurit naguère la chevalerie, auront peuplé la Tartarie de ce qu'il y avait de plus noble et de plus courageux parmi les enfants de la vieille Europe? Alors, achevant de combler leur glacière politique, ils jouiront de leurs succès : la Sibérie sera devenue le royaume et la Pologne le désert. »

« Ne devrait-on pas rougir de honte en prononçant le mot libéralisme, quand on pense qu'il existe en Europe un peuple qui fut indépendant et qui ne connaît plus d'autre liberté que celle de l'apostasie? Les Russes, lorsqu'ils tournent contre l'Occident les armes qu'ils emploient avec succès contre l'Asie, oublient que le même mode d'action qui aide au progrès chez les Calmoucks, devient un crime de lèse-humanité chez un peuple depuis longtemps civilisé. » (10).



BIENTOT, un hasard fournit au marquis de Custine l'occasion de voir de ses propres yeux un convoi de Polonais, traînés lamentablement en Sibérie. C'était au cours d'un voyage qu'il fit de Pétersbourg à Moscou, dans une petite voiture appelée « kibitka », avec un feldjæger comme gardien. Il aperçut de loin un groupe d'hommes armés. Son compagnon lui fit savoir que c'était des Cosaques qui conduisaient des exilés en Sibérie.

« Ainsi ce n'est pas un rêve, ce n'est pas de la mythologie de gazettes, écrit Custine dans ses mémoires, je vois là de vrais malheureux, de véritables déportés, qui vont à pied, chercher péniblement la terre où ils doivent mourir, oubliés du monde, loin de tout ce qui leur fut cher, seuls avec le Dieu qui ne les avait pas créés pour subir un tel supplice. Ce sont des Polonais, des héros de malheur et de dévouement; et les larmes me venaient aux yeux en approchant de ces infortunés, auprès de qui je n'osais pas m'arrêter, de peur de devenir suspect à mon argus. » (11).

« J'étais parti de Paris avec l'opinion que l'alliance intime de la France et de la Russie pouvait seule accommoder les affaires de l'Europe, note Custine, mais depuis que j'ai vu de près la nation russe et que j'ai reconnu le véritable esprit de son gouvernement, j'ai senti qu'elle est isolée du reste du monde civilisé par un puissant intérêt politique, appuyé sur le fanatisme religieux, et je suis de l'avis que la France doit chercher ses appuis parmi les nations dont les besoins s'accordent avec les siens. » (12).

Voici avec quels sentiments le marquis de Custine quittait la Russie en 1839.

Certes, ce n'étaient pas des considérations d'ordre moral comme celles qui avaient préoccupé le noble voyageur français, mais avant tout des motifs politiques qui empêchaient l'alliance franco-russe à l'époque où Custine écrivait ses intéressants mémoires.

Il va sans dire que beaucoup d'observations, recueillies par Custine en 1839, ont perdu leur actualité et n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif. Mais un véritable talent, comme l'était incontestablement le marquis

de Custine, sait dégager et saisir les traits capitaux et essentiels du caractère national, traits qui ne changent que fort lentement.

Custine a su comprendre qu'il est faux de représenter le régime russe et la politique de cet Etat comme imposés à la nation pendant des siècles contre sa volonté explicite ; il est d'avis, au contraire, que le peuple en porte une part de responsabilité et qu'il y donne sa collaboration et son assentiment moral.

Un autre trait que nous tenons à relever chez Custine, c'est sa compréhension profonde de la tragédie polonaise, du malheur d'un peuple appartenant depuis des siècles à la civilisation européenne, et traité par ses oppresseurs d'une façon applicable peut-être aux peuplades demi-sauvages de la Russie orientale, mais inadmissible vis-à-vis d'une grande nation civilisée. Ce noble trait est d'autant plus remarquable chez Custine, que celui-ci n'était pas particulièrement dévoué à la cause polonaise, comme Michelet ou Montalembert. Pourtant, la sympathie pour la Pologne, loin d'être exceptionnelle, était un trait caractéristique des Français éclairés de cette époque et il n'est pas sans intérêt de rappeler ce fait de nos jours, comme un beau souvenir du passé.

Custine n'est pas le seul auteur qui ait su découvrir, à l'époque de Nicolas I^{er}, le vrai fond de la politique russe, et opposer une conception plus approfondie et plus vraie du peuple russe aux opinions superficielles de ceux qui ne voyaient point la nation derrière le tsar et ses ministres.

« Il y a deux politiques, c'est-à-dire deux sortes d'ambition en Russie, dit un autre auteur dans son ouvrage écrit à l'époque de la guerre de Crimée, toutes deux ten-

dant d'ailleurs au même but. L'une centrifuge et empirique, empruntant ses procédés, ou plutôt ses expédients et ses issues, à la vieille mécanique occidentale : c'est la politique du gouvernement, cherchant la domination universelle dans les moyens déjà expérimentés par tous les autres états. »

« Cette habileté copiée et raffinée du cabinet de Saint-Pétersbourg, porte complètement à faux et aurait depuis longtemps compromis la fortune de la Russie, si elle n'était mise en secrète et perpétuelle surveillance par la politique populaire. »

« Cette autre politique qui, faute d'organes officiels, reste complètement inaperçue de l'Europe, que l'on ne prendra sur le fait dans aucun congrès, que les hommes d'Etat et les publicistes trouveront toujours plus commode de nier que de découvrir, cette politique occulte et impersonnelle de la Russie, est pourtant la seule vraie et la seule redoutable. Cette politique, acceptant volontiers la gymnastique officielle du tsarat pour paravent, mais devant laquelle toute personnalité tsarienne doit finalement fléchir, c'est tout bonnement le panslavisme. Les moujiks du Volga sont des diplomates moins accommodants que M. de Nesselrode. » (13).

Ces lignes, publiées en 1855, furent sans doute inspirées par l'observation d'un phénomène curieux qui s'était produit en Russie avant la campagne de Crimée. Lorsque le spectre de la coalition antirusse se dessina nettement et que le tsar Nicolas I^{er}, qui avait pris d'abord une attitude belliqueuse, mais qui ne pouvait pas ne pas comprendre toute la gravité de la lutte imminente, commença à hésiter, avec son ministre Nesselrode, entre l'intransigeance et l'accommodation, c'est l'opinion publique russe, bercée

pendant trente ans par un rêve de domination universelle, qui l'emporta ; le gouvernement, poussé par le cou-
rant guerrier, se montra intraitable et la guerre fatale
éclata.



E même il serait faux de croire que la poli-
tique du gouvernement russe envers la Po-
logne ne trouve pas d'appui dans l'opinion
publique russe.

Lorsque le bruit se répandit qu'Alexan-
dre I^{er} désirait réunir les terres arrachées
par Catherine II à la Pologne en un état constitutionnel
uni à la Russie par un lien dynastique, le célèbre histo-
rien Karamzine présenta au tsar un mémoire rédigé en
termes énergiques blâmant sévèrement le prétendu des-
sein impérial, qui constituait, d'après lui, un attentat
contre l'intégrité de l'état.

« Vous voulez rétablir la Pologne dans son intégrité,
croyant obéir à la voix du christianisme, qui ordonne de
faire du bien à ses ennemis » écrit Karamzine dans ce
mémoire, daté du 17 octobre 1819. « Mais ce rétablisse-
ment serait-il compatible avec le salut de la Russie ? Les
souverains ne jurent-ils pas de maintenir, de sauvegarder
l'intégrité de leurs royaumes ? On dira que c'est illégale-
ment que Catherine II a opéré le partage de la Pologne ;
mais vous agiriez d'une manière plus illégale encore, si
vous vouliez réparer l'injustice de Catherine par un par-
tage de la Russie elle-même. Nous avons conquis la
Pologne avec le glaive, voilà notre droit. C'est à ce droit
que tous les Etats doivent leur existence, car ils ont tous
été fondés par la conquête. Jusqu'ici nous avons pour
principe fondamental de notre politique : *Pas un pouce*

ni aux amis, ni aux ennemis. Napoléon pouvait conquérir la Russie ; mais vous, tout autocrate que vous êtes, vous n'aviez pas le droit de lui céder une seule cabane russe... Les faibles n'aiment pas les forts, et les forts dédaignent les faibles. Quand vous aurez rendu les Polonais plus forts, ils voudront être indépendants, et leur premier pas vers l'indépendance sera leur séparation d'avec la Russie. »

C'est aussi un fait avéré qu'au cours de l'enquête judiciaire menée contre les fameux révolutionnaires russes, appelés décembristes, Nicolas I^{er} apprit qu'un des motifs principaux de la rancune de ces premiers libéraux russes envers Alexandre I^{er}, était le bruit répandu sur les prétendues vellétés du tsar de reconstituer la Pologne dans ses anciennes limites. Cette découverte fit une profonde impression sur l'esprit du jeune empereur et ses conséquences ne furent pas favorables à la Pologne.

On aurait bien tort d'attribuer la persécution des Polonais par le gouvernement de Nicolas I^{er}, après l'écrasement de l'insurrection de 1830-1831, uniquement au ressentiment personnel et à la cruauté du tsar. Celui-ci, en supprimant la constitution et les libertés nationales de la Pologne, agissait en parfait accord avec ses sujets.

« La Constitution actuelle de la Pologne sera virtuellement, sinon ouvertement, abolie » écrivait le 13 avril 1831 l'ambassadeur anglais auprès du tsar, lord Heytesbury dans son rapport à lord Palmerston et il donnait l'explication suivante de cette mesure : « Il me paraît convenable d'appeler l'attention de Votre Seigneurie sur la position particulière dans laquelle se trouve placé l'empereur vis-à-vis de son peuple, lorsqu'il aura à décider le sort futur de la Pologne. Tout vaste et illimité qu'est le pouvoir impérial dans les circonstances ordinaires, l'histoire

nous apprend qu'il y a dans ce pays une force d'opinion publique qui, si elle est fortement excitée, ne peut être bravée impunément, même par le souverain. »

Une année après, la suppression de la constitution devint un fait accompli ; l'ère des persécutions commençait. L'envoyé spécial du gouvernement britannique auprès de la Cour russe, lord Durham, en commentant ce fait dans son rapport adressé à lord Palmerston le 22 août 1832, observe, qu'il existe une opinion publique en Russie, que cette opinion « est exprimée d'une manière et par des voies qui diffèrent complètement de celles en usage en Angleterre » et que l'empereur « malgré sa puissance est obligé d'y céder ». Cette opinion publique exerce son influence sur les affaires de la Pologne : « Il existe depuis longtemps de la jalousie, non, de la haine entre les Russes et les Polonais. Tout acte de clémence ou de faveur de la part de l'empereur à l'égard des Polonais a été et est encore regardé par les Russes avec jalousie et désapprobation. »

C'est bien aussi le peuple russe, et non seulement le tsar et ses bureaucrates, qui considère la Pologne comme la plus belle province conquise par ses ancêtres, un champ naturel et précieux de l'activité nationale et un élément important de la puissance et de la gloire de la Russie.

« La conquête de la Pologne a été faite principalement dans le dessein de multiplier les rapports de la nation russe avec les autres nations de l'Europe et de lui ouvrir un champ plus vaste et un théâtre plus noble et plus connu, où elle pût exercer ses forces et ses talents, et satisfaire à son orgueil, à ses passions et à ses intérêts » écrit Pozzo di Borgo dans un mémoire daté du 20 octobre 1814 et présenté à Vienne à Alexandre I^{er} : « De ce

grand plan, couronné par le succès le plus complet, il est résultat des habitudes et des amalgames qu'il est impossible d'effacer par une simple proclamation, sans courir le risque de porter atteinte à l'empire dans son élément le plus essentiel et le plus délicat, celui de l'unité de gouvernement. »

Guizot, qui était un homme d'Etat expérimenté et un observateur profond, se rendait parfaitement compte de la nature des rapports russo-polonais.

« C'est que, dans l'histoire si pleine de malheurs des peuples, il n'y a point eu d'exemple d'une telle conquête, ni d'une telle situation après la conquête, dit-il, en examinant le sort de la Pologne. Ce n'est pas seulement un vaincu en présence de son vainqueur, il y a en Pologne un vaincu et trois vainqueurs. Et pour le plus redoutable des trois vainqueurs, pour la Russie, la conservation de sa part de la Pologne n'est pas seulement une question de gouvernement, un intérêt de souverain, c'est une passion nationale ; le peuple russe est encore plus ardent que l'empereur à ne pas souffrir que la Pologne échappe à l'empire. » (14).

Ces paroles furent écrites et publiées en 1859 et, quatre ans plus tard, leur vérité fut démontrée d'une façon manifeste. L'insurrection polonaise de 1863 mit à jour les vrais sentiments de la société russe et ce ne fut pas seulement la bureaucratie, mais aussi les intellectuels qui applaudirent aux exploits de Mouravieff et de Berg et aux philippiques de Katkof. « Il ne faut pas perdre de vue — écrivait Emile de Girardin en 1863 — que ce qu'on nomme sympathiquement à Paris et à Londres l'indépendance de la Pologne, se nomme patriotiquement à Pétersbourg et à Moscou le démembrement de la Russie. »

Cette tendance à traiter la Pologne en province conquise n'était guère de nature passagère ; voici ce qu'en dit un illustre auteur contemporain, qui mérite la confiance par sa compétence et son impartialité :

« Est-il rien de plus affligeant, dit M. A. Débidour en résumant les conclusions de son étude magistrale sur l'histoire diplomatique de l'Europe, que l'acharnement âpre et farouche dont le peuple russe fait preuve, depuis trois quarts de siècle, contre la malheureuse Pologne ? Le tsar voudrait rendre à ce pays une partie de ses libertés qu'il ne le pourrait pas. Il faut, pour plaire à la majorité de ses sujets, qu'il règne par la terreur sur la Vistule. » (15).



EST donc du simplisme outré que de réduire le conflit polono-russe à la malveillance de la bureaucratie ou à une intrigue étrangère ; pour s'en convaincre, il suffit de passer rapidement en revue les différents courants d'opinions, non pas des sphères officielles, mais des milieux intellectuels russes.

Vers le milieu du XIX^e siècle deux mouvements d'opinions se dessinent, tous deux en opposition avec le gouvernement despotique qui n'admettait pas le libre développement des idées dans la société. Ce sont, d'un côté, les slavophiles, de l'autre, les occidentaux. Les premiers préconisent un système social, politique et intellectuel fondé sur des bases slaves, et désirent éliminer les innovations et les influences occidentales ; ils considèrent la Russie comme la nation élue, ayant dans son sein les germes d'une existence originale et supérieure à celle des peuples occidentaux. Les seconds sont partisans

d'une étroite union de la Russie avec la civilisation occidentale, ils prêchent la propagation de la science moderne et l'adoption des formes politiques et sociales européennes.

En examinant les opinions de ces deux partis sur la question polonaise, on est souvent surpris de trouver une différence entre les formules générales qu'ils proclament, et les conséquences pratiques qu'ils en tirent ; la générosité et la largesse disparaissent au fur et à mesure que nous passons des principes généraux à leur réalisation.

Nous avons sous la main un livre bien connu de l'éminent slavophile Danilewskij : « La Russie et l'Europe ».

En voici quelques extraits concernant la question polonaise :

« Le partage de la Pologne passe, dans l'opinion européenne, pour le plus grand crime contre le droit des peuples qui ait jamais été perpétré dans les temps modernes ; on en rejette toute la responsabilité sur la Russie ». L'auteur reconnaît qu'un pareil forfait accompli par des personnes serait un crime ; mais l'application de la morale individuelle aux relations internationales serait une étrange confusion d'idées. « Oeil pour œil, dent pour dent » voilà la règle des rapports entre les Etats. Il n'y a point de place ici pour la loi d'amour et de sacrifice... « Or, le partage de la Pologne, pour autant que la Russie y a participé, était une œuvre tout à fait légale et juste, qui n'était que l'accomplissement du devoir sacré de la Russie vis-à-vis de ses propres fils... Si, lors des partages de la Pologne, il y eut une injustice commise par la Russie, ce fut de ne pas prendre en même temps la Galicie. »

La Russie s'est donc emparée de la Pologne et ne veut pas lâcher sa proie. Voyons maintenant quel sort l'auteur

assigne à la Pologne au sein de l'Empire. D'abord, il pose la question de savoir, si la Russie appartient à l'Europe, et y répond négativement. « L'Europe est l'arène des civilisations germanique et latine ». Puis il rappelle que la Russie n'a pas hérité de la civilisation antique, qu'elle n'a pas participé à la vie occidentale au moyen âge, qu'elle n'a pris part ni aux luttes du protestantisme avec le catholicisme, ni à celles contre l'ancien régime qui ont abouti à la liberté civique en Europe. La Russie, dit-il, n'a pas traversé de phase scolastique, elle n'a pas élaboré les éléments de la liberté de la pensée qui créèrent la science moderne, elle n'a pas connu les idéals dont l'art européen est issu. « En un mot, elle n'a rien de commun ni avec les bons, ni avec les mauvais côtés de l'Europe ; donc elle ne peut pas lui appartenir. Ni la vraie modestie, ni le vrai orgueil ne permettent à la Russie de se croire une nation européenne. Seuls les parvenus, qui ne connaissent ni modestie ni noble fierté, se faufilent dans un milieu qu'ils considèrent comme supérieur... »

Il est clair, d'après ce qui précède, que la Pologne, en faisant partie de la Russie, cesse d'appartenir à l'Europe. Mais elle a vécu, pendant des siècles, de la vie européenne et elle en est empoisonnée. « La Pologne seule de tous les pays slaves a accepté sans lutte les principes occidentaux de la religion et elle se les est appropriés ; de telle sorte qu'elle a été, au cours d'une grande partie de son histoire, un membre de la famille slave non seulement inutile, mais nuisible... »

Danilewskij croit que tous les Slaves devraient former une fédération qui embrasserait tous les peuples « de la mer Adriatique jusqu'au Pacifique, de la mer Glaciale jusqu'à la mer Egée ». Cette fédération ferait face à « l'hos-

tile monde romano-germanique » et elle resterait sous la direction de « l'Etat russe un et indivisible ». Même les peuples qui ne sont pas slaves comme les Grecs, les Roumains, les Hongrois devraient, bon gré mal gré, être englobés dans cette fédération.

Fédération, bel idéal ! Quel bel avenir pour les peuples slaves, pourrait-on dire, et le sort de la Pologne, dans ce système slavophile, ne semble pas mauvais : une Pologne libre dans une vaste communauté slave. Oui, mais il ne faut pas oublier que nous avons à faire avec un monde qui se vante de n'avoir rien de commun avec l'Occident. Or, gardons-nous bien d'attribuer à l'idée de fédération chez Danilewskij le sens qu'elle a, selon le droit public et la tradition historique de l'Occident. La Pologne, afin de devenir un vrai membre de la fédération slave, doit être « épurée » par une influence russe de longue durée de « tous les éléments nuisibles qui l'altèrent ». « Il faut épurer la Pologne de tout ce qui la corrompt, à savoir : le catholicisme, l'aristocratie et la démocratie révolutionnaire. » C'est ce que l'auteur appelle : la triple déformation du caractère polonais. Il faut donc extirper de l'âme polonaise ce qu'elle s'est approprié de l'Europe occidentale depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, il faut lui inculquer l'absolutisme, l'orthodoxie et les formes de la vie russe. Cela fait, il faudra « conserver » la Pologne qui sera dorénavant « une compagne et une aide de la nation russe dans la grande œuvre panslaviste. » (16).

Ce thème de l'épuration de l'âme polonaise de tout alliage occidental, revient comme un refrain dans les ouvrages d'autres slavophiles. Ce n'est pas seulement le germanisme que ceux-ci voudraient extirper, c'est aussi le « latinisme », qu'ils abhorrent ; par latinisme, ils n'en-

tendent pas seulement le catholicisme ; ils redoutent tout autant le protestantisme, ils rejettent toute idée d'origine occidentale, soit latine, soit germanique. Adressons-nous sur ce sujet à un autre slavophile, le célèbre Samarine.

La Pologne est pour lui « un coin tranchant enfoncé par le latinisme dans la moelle même du monde slave, dans le but de la faire sauter en éclats ». Le protestantisme est pour notre slavophile « le même latinisme, avec l'addition de la particule négative, non ». « Il s'implanta dans le monde germanique, comme le catholicisme dans le monde latin. Grâce à cela, l'Europe protestante, malgré le contraste des croyances, des vices et des habitudes, malgré toute son hostilité pour le latinisme, a une conscience intime de son étroite parenté avec lui, et tout en maudissant le pape, elle comble la Pologne de ses sympathies. »

« La solution définitive du problème polonais, une solution qui satisferait les Polonais, n'est pas imaginable sans leur régénération complète. Il faut que la Pologne renonce à son union avec le latinisme et qu'elle se réconcilie enfin avec la pensée de n'être qu'elle-même, à savoir un des peuples slaves, ayant une mission commune avec ceux-ci. »

« Le polonisme, c'est la propagande armée du latinisme. » Samarine considère que la chute de la Pologne est le châtiment mérité de son dévouement à l'Europe occidentale.

« La Pologne s'est approprié tous les éléments de l'Europe occidentale qui étaient étrangers à sa substance nationale. Elle se donna au service de l'Europe occidentale et elle est morte à ce service... » (17).

Les slavophiles demandent donc à la Pologne de renoncer à tout ce qui est le principe même de son existence

nationale, de sa vie morale et intellectuelle, à la civilisation occidentale. En abandonnant cette dernière, la Pologne cesserait d'être elle-même, elle cesserait d'être une nation. En face de ces exigences stupéfiantes, la formule, si souvent répétée, d'une Pologne libre dans une fédération slave, n'est qu'une phrase vide de sens et de vérité.



ASSONS à l'autre camp. Les « occidentaux » russes ne pouvaient pas en vouloir à la Pologne d'être pénétrée de la culture européenne. Le grand maître de la pensée progressiste russe, Alexandre Herzen, âme noble et écrivain d'un talent remarquable, était un ami et un défenseur de la Pologne. Il l'appelait « le seul peuple slave qui a su être en même temps fort et libre ».

Proscrit de sa patrie, voyageant d'un pays à l'autre, il rencontrait partout d'éminents émigrés polonais, patriotes exilés après la révolution de 1831. Il a écrit sur la Pologne des pages sublimes, où il flétrissait les cruautés du gouvernement de Nicolas I^{er}. Aucun des écrivains russes, pas même Bakounine, n'a été plus éloquent sur cette question.

« Le sang et les larmes, la lutte désespérée et la terrible victoire ont uni la Pologne à la Russie. »

« La Russie arrachait à la chair vivante de la Pologne une province après l'autre et, comme un malheur inéluctable, comme un nuage sinistre, s'avancait toujours plus vers son cœur. Là, où elle ne pouvait prendre par la force, elle le faisait par l'astuce, par l'argent, elle cédait de sa proie à ses ennemis naturels et la partageait avec eux. »

« C'est à cause de la Pologne que la Russie a commis le premier grand péché, son partage restera sur sa conscience. Il serait moins criminel de prendre la Pologne tout entière que de la partager avec les Allemands. »

« Varsovie et Constantinople, étaient deux songes obsédants, deux fantômes séducteurs qui chassaient le sommeil du Palais d'Hiver. »

« Alexandre, après 1812, a vaincu toute l'Europe, mais il n'a pris que la Pologne. Ses troupes, en entrant à Paris, n'ont conquis que Varsovie. L'Europe, alors sénile et débile, a abandonné insensément la Pologne, elle l'a lâchée à Vienne, qui avait été sauvée par les Polonais. »

« Alexandre fit croire à l'Europe que l'on pouvait être en même temps tsar de Russie et roi de Pologne. Il assura que l'autocrate à Pétersbourg pouvait être roi constitutionnel à Varsovie. »

« C'était un mensonge. Nicolas a substitué la vérité atroce à ce mensonge hypocrite. Sentant sa main rude, la Pologne se souleva. Depuis la grande Révolution, rien n'avait été plus courageux et plus poétique que cette révolte. Ce ne fut pas un combat de rue de trois jours, ce ne fut pas une victoire remportée inopinément sur une troupe surprise et n'ayant pas envie de se battre, ce fut une guerre désespérée de dix mois, une guerre faite contre des troupes trois fois plus fortes, par une armée qui combattait pour la nation, qui mourait pour la nation et non pas pour les gouvernants, pour les bourreaux. »

« Ecrasés par la force, trahis par les gouvernements occidentaux et par leurs propres traîtres, les Polonais reculaient pas à pas en combattant. La frontière franchie, ils prirent avec eux leur patrie et, sans baisser la tête, ils la portèrent, fiers et sombres, par le monde. »

« L'Europe respectueuse fit place à ce convoi solennel de guerriers héroïques. Les peuples sortaient pour leur rendre hommage, les rois se rangeaient de côté pour les laisser passer. L'Europe s'est réveillée pour un moment au bruit de leur marche, ses yeux ont pleuré et son cœur a frémi de compassion. Elle a trouvé de l'argent et la force de le donner. »

« La noble figure de l'émigré polonais, ce chevalier croisé de la liberté, est restée gravée dans la mémoire des nations. Elle expiait la tiédeur et la couardise du siècle, elle réconciliait l'homme avec le monde, elle éveillait des espérances, depuis longtemps assoupies. »

« Pendant les vingt années qu'ils passèrent à l'étranger dans la misère et dans les privations, gagnant leur pain à la sueur de leur front, opprimés et poursuivis souvent d'un pays à l'autre, les émigrés polonais travaillaient, infatigables, dans la pensée sacrée de la reconstitution de leur patrie. Et leur foi n'a pas pâli après les terribles événements, leur amour ne s'est pas attiédi malgré tous les outrages, leur activité ne s'est pas ralentie, leurs muscles ne se sont pas exténués, malgré la fatigue et les privations. Au contraire, chaque fois que l'appel aux armes a retenti dans les jours atroces de luttes et de danger, les Polonais étaient les premiers à répondre, à l'instar de l'un de leurs chefs « Nous voici ». Et, en effet, le fils blond de la Pologne apparaissait aux premiers rangs de toutes les insurrections nationales, acceptant tout combat pour la liberté comme une lutte pour la Pologne. »

« ...Tandis qu'une Pologne marchait vers l'ouest, une autre Pologne, enchaînée, s'en allait en Sibérie... Tous ceux qui étaient demeurés vivants, qui osaient élever la

voix, qui n'avaient pas perdu espoir, les jeunes et les vieux, les femmes, les moines et les enfants, tous s'en allaient dans les steppes couverts de neige.»

« Pendant vingt ans, le tsar sévit en Pologne avec la même persévérance, avec la même obstination, foulant aux pieds tout ce qui était polonais, tout ce qui était humain... » (18).



PRÈS avoir tracé, vingt ans après l'insurrection de 1831, ce tableau navrant des souffrances de la Pologne, Herzen cherche une solution aux malheurs de cette nation, et la trouve dans une union avec la Russie, qu'il définit, du reste, assez vaguement. Il prédit un avenir, où, au lieu d'union forcée il y aura union libre, au lieu d'« union tsarienne » il y aura « union nationale ».

Il ne faudrait pas conclure de ces prédictions que Herzen, qui était un observateur fin et un esprit réaliste, n'apercevait pas fort bien les différences profondes qui existaient entre les caractères des deux nations, entre leurs deux civilisations ; bien au contraire, ces différences se manifestent, d'après lui, partout où les deux peuples prennent contact.

« Individuellement nous avons pu aimer tel ou tel Polonais, être intime avec lui, mais, en général, il n'y avait pas entre nous de compréhension mutuelle, nos relations étaient tendues, fausses. Il était impossible d'aboutir à une entente, notre point de départ étant différent, et si nos chemins se rencontraient, c'était uniquement dans la haine commune contre le despotisme de Pétersbourg. »

« L'idéal des Polonais est dans leur passé, dont ils furent forcément séparés ; ce n'est que de là qu'ils croient

pouvoir reprendre leur chemin. Ils ont une masse de reliques, nous ne possédons que des berceaux vides. Ils cherchent à ressusciter les morts, nous désirons enterrer les nôtres le plus tôt possible. Nos idées et nos espoirs ne sont pas les mêmes ; tout notre système n'a rien de commun avec le leur... Nous nous rendons compte de notre culpabilité indirecte envers eux ; nous avons aimé leur courage et nous avons respecté leur protestation inflexible. Que pouvaient-ils aimer ou estimer en nous ? Ils se faisaient violence en s'approchant de nous... » (19).

La différence des deux caractères nationaux était même plus profonde que Herzen ne le croyait. On n'en saurait avoir une meilleure preuve que le fait remarquable que Herzen lui-même qui était pourtant un esprit puissant et un grand cœur, fut incapable, comme on le voit d'après ses paroles précitées, de comprendre la mentalité polonaise. Il prétendait, en effet, que l'idéal des Polonais était dans le passé, qu'ils cherchaient la résurrection de leurs morts. Erreur. Les Polonais avec lesquels il avait des rapports à l'étranger, et entre autres son ami Stanislas Worcell, rêvaient non seulement la reconstitution de la Pologne, mais aussi la régénération de la société polonaise sur les bases de la démocratie moderne. Ils fondèrent dans ce but une grande société de propagande, sous le nom de « Société démocratique polonaise », dont le but était d'obtenir la suppression de tout esprit de caste, de tout privilège de classe dans la Pologne future. Ces esprits d'élite prononçaient des jugements sévères, trop sévères même, sur les générations passées de leur peuple, les accusant d'avoir été trop peu sensibles au progrès social, insuffisamment accessibles aux idées démocratiques. Mais ils n'ont pas cru, ce faisant, devoir tourner le

dos au passé glorieux de leur patrie, en renier les pages héroïques, sublimes, oublier les noms de leurs compatriotes qui plaidèrent éloquemment, au déclin de la Pologne indépendante, les grandes idées modernes de progrès, d'égalité et de liberté. Les progressistes russes ne pouvaient, du point de vue de leurs idées avancées, trouver dans le passé de leur pays, autre chose qu'un néant, une *tabula rasa*, et voulaient commencer la reconstruction de leur édifice politique par ses fondements. Ils avaient donc de la peine à comprendre le désir des Polonais de rester attachés à leur passé, non point comme à une simple idole, mais parce qu'ils le considéraient comme un socle millénaire construit par leurs aïeux, et devant servir de base à l'édifice futur. Herzen, bien qu'il méconnût certains traits essentiels de la mentalité polonaise, aimait et estimait pourtant la Pologne avec toutes ses vertus et ses défauts, réels ou prétendus. Mais chez ses successeurs dans le domaine du progrès russe, les sympathies pour la Pologne ne furent plus les mêmes ; au contraire, le prétendu excessif attachement des Polonais à leur passé prenait aux yeux des nouveaux progressistes russes des proportions redoutables et donnait lieu à des accusations, imputant aux Polonais des tendances rétrogrades et réactionnaires.

Nous avons cité un passage dans lequel Herzen exprimait le vague espoir que l'abîme creusé entre les deux peuples, par le gouvernement russe, serait un jour comblé par une « union nationale ». Nous trouvons dans un autre passage du même auteur, une conception plus précise de cette union qui est très loin de nous rassurer et qui donne à penser qu'il y a, même chez cet auteur, une grande distance entre ses paroles, dictées par un senti-

ment généreux et sincère, et sa compréhension des aspirations, du rôle et des droits de la Pologne.

Lorsque Michelet, profondément convaincu de la nécessité pour l'Europe de restaurer la Pologne comme état indépendant, publia son étude sur les « Martyrs de la Russie », Herzen riposta par une lettre dans laquelle il émet des opinions qui ne diffèrent pas beaucoup de celles des slavophiles. D'abord, il énonce quelques généralités sur le rôle qui incombe à la Russie de prédominer dans le monde slave : « La solidarité qui unit la Russie et la Pologne entre elles et au reste du monde slave, ne peut être contestée ; elle est évidente. Du reste, hors de la Russie, il n'y a point d'avenir pour le monde slave, sans la Russie celui-ci ne se développera pas, il se dissoudra et sera englouti par l'élément germanique, il deviendra autrichien et perdra son indépendance. »

Après cela, Herzen énonce un paradoxe stupéfiant ; il nie qu'il y ait différentes nations slaves, comme il y a différentes nations latines : il n'y a qu'un peuple slave.

« Il m'est impossible de tomber d'accord avec vous sur cette assertion que toute l'Europe représente une individualité, où chaque nation joue le rôle d'un organe nécessaire. »

« Il me semble que toutes les nationalités romano-germaniques sont indispensables dans le monde européen, puisqu'elles y existent en vertu d'une nécessité quelconque. Déjà Aristote distinguait la nécessité préexistante et la nécessité subséquente aux faits. La nature se soumet à la nécessité des faits accomplis, mais le balancement entre les diverses possibilités est très fort. C'est ainsi que le monde slave peut prétendre à l'unité, d'autant plus *qu'il ne forme qu'un peuple...* »



Dévastation.
(1863)

D'APRÈS GROUPE

« Les formes historiques, dans lesquelles se groupaient autrefois les Slaves, ne correspondaient pas à leur besoin national intime, instinctif, indéfini, si vous voulez, mais qui témoignait d'une grande vitalité et promettait beaucoup pour l'avenir. » (20).

Il va sans dire qu'une pareille conception laisse une grande porte ouverte à la russification, sous prétexte d'une prétendue unité nationale des Slaves.

Le cas de Herzen est d'autant plus significatif, que celui-ci, avec ses vraies sympathies pour la Pologne, restait presque isolé parmi ses contemporains. Pendant l'insurrection polonaise de 1863, il prit chaleureusement parti pour les Polonais. Cette attitude lui coûta sa popularité en Russie, et son célèbre organe *Kolokol* (La Cloche) perdit du coup son influence antérieure, le nombre de ces abonnés étant tombé au cinquième de ce qu'il était. Ajoutons que Herzen lui-même considérait plus tard son attitude vis-à-vis de l'insurrection polonaise, comme erronée.


Nous trouverons une attitude semblable, rappelant celle de Herzen vis-à-vis de la question polonaise, chez d'autres libéraux russes. Au nombre des écrivains russes particulièrement favorables à la cause polonaise, se trouve un émigré illustre, le prince Pierre Dolgoroukow, auteur d'une étude remarquable, « La vérité sur la Russie », très connue et très lue à l'époque du second empire. Critique implacable et très pénétrant du système gouvernemental russe, Dolgoroukow blâme les partages de la Pologne, et surtout la réunion, effectuée par le Congrès de Vienne, du Royaume de Pologne à la Russie, réunion qui constituait, selon lui, une source de calamités pour la nation russe.

« Catherine commit la faute du partage complet de la Pologne. Cette faute fut aggravée encore par son petit-fils Alexandre I, lequel, en réunissant à l'empire russe le Royaume actuel de la Pologne, attacha au pied de la Russie un boulet qui l'empêche de marcher vers le progrès et détourne son attention de l'Asie, où est sa véritable vocation politique, où elle semble destinée par la Providence même à transmettre et introduire les bienfaits de la civilisation. Devenus geôliers et parfois bourreaux, nous fûmes obligés, nous-mêmes, de rester esclaves ». (21)

Tout en reconnaissant que le régime despotique ne peut faire naître que des tendances séparatistes en Pologne, le prince Dolgoroukow croit pourtant que l'introduction du régime constitutionnel en Russie apporterait la solution de la question polonaise, en permettant l'union complète de la Pologne avec la Russie. Il exprime cette idée dans son étude « La question russo-polonaise » publiée en 1861 :

« En ce moment, que pouvons-nous offrir aux Polonais ? Ce ne serait que de partager l'esclavage abject dans lequel nous sommes plongés, nous, toutes les classes de la nation russe sans exception aucune... Mais si nous avions un gouvernement régulier et légal, si nous avions un gouvernement constitutionnel, alors le cabinet de St-Pétersbourg, appuyé sur les forces vives de la Russie, appuyé sur tout ce qu'il y a dans notre pays d'hommes intelligents et patriotes, aurait pu résister aux prétentions exagérés des Polonais et consolider l'unité de l'empire ». (22)

III

T maintenant passons aux événements de l'heure actuelle. Au début de la guerre la promesse russe de réunir à nouveau toutes les terres de l'ancienne Pologne produisit une grande impression sur une partie de la population polonaise ; l'autre partie, plus sceptique, garda l'expectative.

Rappelons ici qu'un homme politique polonais très connu au XIX^e siècle, Louis Mieroslawski, qui participa aux trois insurrections polonaises, de 1830, 1848 et 1863 et qui n'était point partisan de la Russie, avait prévu, pendant la guerre de Crimée, que la Russie, dans le cas d'une guerre avec les deux autres états copartageants, pourrait recourir au moyen extrême et proclamer la réunion des terres polonaises. Il estimait qu'une pareille mesure produirait un grand effet en Pologne.

« Que les 300.000 Polonais se trouvent une fois lancés en masse sur la Pologne autrichienne et prussienne, et bien certainement ils ne demanderont pas quelle est la main qui les pousse, quel est le drapeau qui les guide : il leur suffirait de se sentir en première ligne dans ce nouvel ordre de bataille et de marcher à la découverte de certains poteaux de fer, plantés jadis par Boleslas l'Intrépide sur le seuil occidental de la Pologne ».

» ... Car il serait puéril de se dissimuler que la passion suprême de toute nation mutilée est de ressaisir ses

entrailles, par n'importe quel bout, pour les rattacher à son être... »

» Cette indivisibilité de l'organisme polonais étant posée en principe, et la puissance attractive de ses partis agissant comme celle de tous les corps, en raison de leur masse, nul doute que la Pologne russe finira toujours par entraîner les deux autres dans sa destinée, quelle qu'elle soit. »

Il faut rappeler ici que Mieroslawski et ses contemporains entendaient par « Pologne russe » la totalité des terres échues à la Russie lors des partages de la Pologne, et par « réunion des terres polonaises » la reconstitution de l'état polonais dans ses limites antérieures au premier partage et qui s'étendaient jusqu'au Dniepr et au-delà de la Dvina. En outre, il suit des citations que nous venons de faire, que Mieroslawski considérait comme une condition préalable de la résurrection de la Pologne, la formation d'une grande armée polonaise destinée à lutter pour la résurrection de la patrie et à être un gage de sa reconstitution future.

Après ces considérations, Mieroslawski examine la question de savoir pourquoi la Russie n'a pas jusqu'ici mis en œuvre cette arme puissante.

« Mais, nous objectera-t-on, puisque, grâce à l'aveuglement ou à la méfiance des puissances latines et germaniques, le tsar reste détenteur d'une arme aussi magique contre elles, que n'en use-t-il au plus tôt, pour s'épargner l'humiliation et les frais d'une guerre toute défensive ? »

Et voici la réponse de l'auteur : « C'est que cette arme magique ayant deux tranchants, le tsar s'en méfie tout autant, pour le moins, que ses adversaires... » (23)



A réunion des terres polonaises, conçue du reste dans des limites beaucoup plus restreintes que celles de la Pologne historique, ne saurait, tout en étant un grand avantage, satisfaire seule les aspirations de la nation.

Il resterait encore à savoir quelles seraient les conditions politiques de l'existence nationale des Polonais. Pourrait-on prétendre que la Serbie, à l'heure actuelle, a atteint la réalisation de ses vœux, puisque tout son territoire est tombé sous la même domination ?

Nous avons devant nous le recueil, édité en 1915, des études faites par les sommités de la pensée progressiste russe ; il y a, parmi ces auteurs, des hommes politiques éminents, comme Milioukof, Chingaref et d'autres. Le recueil, écrit en russe, porte le titre : *Qu'est-ce que la Russie attend de la guerre ?* Une des études traite la question des nationalités en Russie, et porte comme titre : *La question nationale*. Selon la conception de l'auteur il n'y a en Russie, dans un certain sens, *qu'une* question nationale. L'auteur considère la Russie, avec sa population hétérogène et polyglotte, comme « une nation en état de formation », une nation de l'avenir. La nation polonaise, elle aussi, est destinée, comme les autres, à faire partie intégrante de cette grande nation russe future.

« C'est la deuxième fois dans le cours des dix dernières années — dit l'auteur de l'étude en question, M. Slawinskij, — que les peuples de la Russie témoignent de leur attitude loyale, et même ultra-loyale, envers leur patrie commune. Et ils le font sans contrainte quelconque du dehors, en resserrant librement, par leur dévouement cordial, les liens qui les rattachent à l'état russe. ».

Ce loyalisme se manifesta pour la première fois pendant la crise révolutionnaire russe de 1904-1906, lorsque les représentants des nationalités de l'empire introduisirent dans leur programme le maintien de l'unité de l'état. L'année 1914 n'est, sous ce rapport, que la suite de 1904. « Tous les peuples de la Russie se dressèrent, n'en formant plus qu'un seul, pour la défense de leur patrie commune. »

« La question nationale est particulièrement difficile, complexe et embrouillée en Russie », écrit encore M. Slawinskij et il rappelle les résultats du dernier recensement en 1897, qui a démontré que la population de l'empire parle cent langues. Certes, on ne peut pas dire que toutes ces langues méritent d'être appelées langues nationales, cependant le nombre de ces dernières atteint le chiffre de vingt. « Un nombre aussi considérable — conclut l'auteur — ne se retrouve dans aucun autre état européen, pas même dans le plus bigarré d'entre eux, l'Autriche-Hongrie, qui se composait, au début de la guerre, de dix nationalités, reconnues par la loi. »

« La Russie fut créée par les efforts et les travaux de la nationalité principale — grand-russe. Peu à peu les autres nationalités se rattachaient à elle ; avec la réunion des provinces blanc-russiennes à l'état russe, celui-ci, de grand-duché qu'il était, est devenu le tsarat, lequel, à son tour, après avoir englobé les terres ukraniennes, s'est transformé en empire ».

La guerre actuelle a posé à son début une grave question, celle de savoir quelle serait l'attitude des autres nationalités englobées dans l'état russe.

« Nous savons comment ont répondu à cette question les peuples de la Russie : ils ont lié leurs destinées à

celle de l'Empire. C'est la première fois dans l'histoire que la cause russe est devenue celle de toutes les nationalités habitant la Russie. C'était notre destin d'assister au phénomène d'un plébiscite politique *sui generis* qui, contrairement à ce que sont les plébiscites historiques, fut libre et unanime. »

« Par cette déclaration de la volonté de ses peuples, la Russie s'est consolidée à l'intérieur et son union est assurée par le suprême ciment de la volonté nationale ; à partir de ce moment l'unité de l'état russe, de mécanique qu'elle était, est devenue organique. »

« Dans la lutte actuelle cet événement national est d'une importance toute particulière pour le succès de notre cause politique russe. »

La frontière occidentale et méridionale de la Russie traverse des terres habitées par une population qui n'est pas russe. L'enthousiasme des peuples de la Russie pour sa victoire est un puissant « courant d'eau sur le moulin russe », un précieux gage de succès.

L'auteur réfute, en la trouvant surannée, la théorie d'après laquelle chaque peuple a le droit de former un état indépendant, distinct. Le droit des nationalités est, selon lui, le droit de tout citoyen de voir ses particularités nationales respectées par l'état.

L'auteur attire l'attention du lecteur sur un phénomène qui se passe maintenant en Russie : celui de la fusion de plusieurs nationalités en une seule nation. L'élément essentiel de la nation, observe-t-il, ce sont ses intellectuels ; ils jouent le rôle d'un laboratoire où se forment les grands idéals politiques et sociaux. La Russie traverse maintenant une étape importante : elle est une nation en voie de formation.

Les intellectuels de la nation grand-russe élaborent des idéals qui deviennent le bien commun de tous les peuples de la Russie ; ce sont eux qui influent, dans une mesure toujours plus grande, sur la vie des autres peuples.

« Avec notre génération se termine l'époque du rassemblement des terres et des peuples de l'empire et commence l'époque nouvelle de leur organisation en un seul état. »

L'état russe a accompli ce rassemblement « par le fer, par le feu et par les traités », c'est-à-dire par des moyens presque exclusivement « chirurgiques ».

« La tâche historique des intellectuels russes est de transformer cette agglomération en une unité organique, de cicatriser les blessures et d'unir les éléments de l'état russe par les liens intimes de la psychologie nationale. »

Jusqu'à ces derniers temps, certaines nationalités, comme les Polonais, les Finlandais et les Allemands des provinces baltiques, restaient en dehors de ce processus.

« Leur passé historique, leur culture et leur organisation politique les séparaient, comme par un abîme, des autres peuples de l'empire. Les événements de notre époque démontrent qu'on peut jeter par dessus ces abîmes des ponts sûrs et durables ».



Le langage est très instructif. La loyauté des Polonais a fait croire aux libéraux russes que le peuple polonais a atteint le degré voulu de fusion avec le peuple dominant et qu'il est mûr pour faire dorénavant partie intégrante de la « future nation russe ».

Un rapprochement historique s'impose ici. Le tsar Nicolas I, après avoir étouffé l'insurrection polonaise de

1831, proclama en 1832 le « Statut Organique » qui remplaça la constitution libérale de 1815 et qui marquait pour le Royaume de Pologne le commencement d'une dénationalisation à outrance. La ferme résolution d'abolir la législation et l'existence politique distinctes du Royaume de Pologne était exprimée, dans l'introduction au Statut, par un euphémisme caractéristique. Voici, en effet, dans quels termes fut défini le but de la nouvelle organisation : « ... afin que le Royaume de Pologne ne cesse de former partie intégrante de notre empire et qu'à l'avenir les habitants de ce pays ne forment avec les Russes *qu'une seule et même nation* animée du même sentiment d'union et de fraternité ».

D'autre part, Alexandre Herzen, tout en blâmant sévèrement la brutalité des procédés dont se servait le gouvernement de Nicolas I envers les Polonais, annonçait à ces derniers que le temps viendrait où l'union « nationale » remplacerait l'union « tsarienne », espérance dont la réalisation devait, à ses yeux, combler les vœux de tous les Polonais.

Et les héritiers des idées de Herzen répétèrent comme lui, textuellement, bien qu'inconsciemment, les paroles mêmes de la promesse, ou plutôt de la menace, lancée au lendemain de l'insurrection par l'empereur Nicolas I, en annonçant en 1915 que le moment de sa réalisation était venu.

Certes, ils ne se rendent pas compte de cette analogie, et ce ne sont pas les mesures de Nicolas I qu'ils prônent comme moyens pour atteindre le but ; néanmoins, le but reste le même et l'inconscience et la candeur avec lesquelles ils suivent le chemin battu, conduisant à l'extinction de la nation polonaise en tant que nation distincte, sont d'autant plus significatives et redoutables.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner l'attitude de l'extrême gauche, c'est-à-dire des socialistes russes, disciples de Karl Marx, qui jadis a élevé sa voix à plusieurs reprises en faveur de la reconstitution de la Pologne.

C'est un fait bien connu pour qui connaît les idées des socialistes russes contemporains, que l'intérêt pour les vraies aspirations de la nation polonaise occupe encore moins de place dans leur idéologie que dans celle des libéraux. Quant à l'idée impérialiste de réunir tous les peuples de l'empire en une grande Russie indivisible, ils la partagent tout en sauvegardant leur phraséologie socialiste, en mettant au premier plan les facteurs économiques de cette fusion et en exprimant l'espoir et la conviction que le régime de la Russie future sera fondé sur des bases démocratiques et égalitaires.

En ce qui concerne la question polonaise, les socialistes russes considèrent les aspirations des Polonais à former un état national indépendant, comme entièrement éteintes, surannées et incompatibles avec les nécessités économiques modernes. Donc, lorsqu'il s'agit de la Russie et de l'idée nationale russe, les socialistes peuvent être considérés, du moins depuis le début de la guerre, comme s'y étant complètement ralliés; ils parlent, en effet, en patriotes sincères et ardents et ils emploient leur influence à inculquer au peuple la conviction de la nécessité de faire tous les efforts et tous les sacrifices pour la cause nationale dans la grande guerre actuelle. A cet égard, leur attitude ne diffère guère de celle des partis « bourgeois ». Mais vis-à-vis de la Pologne, ils prennent l'attitude traditionnelle, basée sur la conception matérialiste de l'histoire: ils mettent les questions économiques et sociales au-dessus de la question natio-

nale, et la solidarité des classes sociales des diverses nations, en dépit de la divergence des intérêts politiques de celles-ci, au-dessus de la solidarité nationale entre les diverses classes de la même nation ; à l'aide de cette argumentation, ils arrivent à la conclusion que les diverses classes de la société polonaise sont d'ores et déjà liées à jamais aux classes respectives de la société russe.

Or, cette union intime des peuples conquis par la Russie avec la nation dominante, prêchée par les libéraux russes comme un idéal de l'avenir, est pour les socialistes russes un fait accompli. Ils prétendent que le facteur économique d'union, considéré par eux comme principal et décisif, a exercé son influence depuis des dizaines d'années et est parvenu à créer de puissants liens psychiques, infiniment plus forts et plus réels que l'ancienne idée de la restauration de l'état polonais.

Le livre très connu de M. Grégoire Alexinsky, ancien député à la Douma, sur la Russie et la guerre, peut servir d'exemple typique des idées des socialistes russes sur le problème polonais à l'heure actuelle. L'auteur reconnaît le danger que constitue pour la Russie la diversité ethnique de sa population. « Une telle diversité de population crée de grandes difficultés, même pendant la paix, dans la vie intérieure du pays. Mais elle est cent fois plus embarrassante encore en temps de tension internationale et de guerre ». L'auteur cite le rapport du général Kourapatkine, attirant l'attention du gouvernement sur cette grave circonstance que les frontières de la Russie intérieure sont entourées de populations n'ayant que des liens éloignés avec le peuple russe. M. Alexinsky se rend compte du fait que les populations des régions fron-

tières, opprimées, laissent paraître, non sans raison, un profond mécontentement.

« Les deux points les plus vulnérables sur les derrières de l'armée russe étaient les régions frontières de la Pologne et de la Transcaucasie qui devaient subir le premier choc et dont il importait d'affermir au plus tôt le loyalisme ». Dans ce but, le grand duc Nicolas lança une proclamation aux Polonais et plus tard, le tsar lui-même adressa un manifeste aux Arméniens. C'est ainsi que « le tsarisme se trouva dans l'obligation de se poser en libérateur des Polonais et des Arméniens dont les sympathies lui paraissaient alors si précieuses ».

L'auteur constate que « la grande majorité des populations *allogènes* de la Russie lui sont restées fidèles et leur loyalisme est si grand et si sincère que le gouvernement russe en a été, sans doute, bien étonné lui-même ».

M. Alexinsky mentionne la séance de la Douma du 8 août 1914, où les leaders des divers groupes nationaux montèrent l'un après l'autre à la tribune pour proclamer leur fidélité à la Russie. La plus grande sensation fut produite par la déclaration du député polonais Jaronski au nom du *kolo* (cercle) polonais. M. Alexinsky observe que ce patriotisme « polono-russe » s'est manifesté par les gestes « les plus inattendus » ; il en cite quelques exemples et ajoute que la société russe « fut surprise de tous ces signes de rapprochement » ; l'auteur qui cite aussi des vers écrits par les poètes russes impressionnés de ce « tableau extraordinaire », ne paraît pas très édifié de ces manifestations d'enthousiasme qui s'empara de certains Polonais au début de la guerre ; il trouve que ce « patriotisme russo-polonais apparaît peut-être parfois trop russo-phile et trop enthousiaste ».

Il ajoute que « ce qui apparaît aux poètes éloignés de la politique comme « le commencement d'une ère nouvelle » et comme « un printemps inouï » n'est que l'accomplissement d'un mouvement historique ».

« Ceux qui ont analysé attentivement l'évolution économique et sociale de la Pologne russe ne peuvent pas s'étonner de tous ces phénomènes. Le processus du développement capitaliste a lié la Pologne à la Russie par les liens indestructibles des échanges commerciaux : du milliard de roubles que produisent annuellement les fabriques et les usines polonaises les deux tiers sont consommés par le marché russe. Et, malgré toutes les erreurs et toutes les horreurs de la politique réactionnaire du tsarisme, les forces économiques ont préparé le terrain à une mentalité nouvelle chez les classes possédantes de la Pologne. Elle se marque aujourd'hui dans ce « patriotisme russo-polonais.... »

« Quant aux classes polonaises pauvres, quant au prolétariat dont les tendances politiques sont le facteur le plus révolutionnaire de la Pologne moderne, il voit les choses d'un autre œil. Il y a longtemps que les ouvriers conscients ont abandonné l'idée d'une lutte pour l'indépendance nationale et lui ont substitué celle d'une lutte de classe.... »

M. Alexinsky raconte une conversation qu'il a eue avec un socialiste polonais qui a habité la Pologne pendant les premiers mois de la guerre et qui lui a exposé, dans les termes suivants, la mentalité des ouvriers polonais : « Quand le bruit leur parvient d'un mouvement ouvrier à Pétersbourg ou dans une autre région de la Russie, ils s'y intéressent beaucoup, comme si c'était chez eux, tandis que, quand on leur parle des ouvriers polonais de Cracovie, ils restent presque indifférents ».

« On constate également ici, poursuit M. Alexinsky, les résultats de l'évolution qui a fait de la Pologne et de la Russie un organisme économique unifié et qui a mis une base solide aux intérêts communs des prolétariats polonais et russe ».

« Et par une ironie de la destinée, ce mouvement socialiste ouvrier, qui fut toujours tant malmené par le tsarisme, joue en ce moment un rôle effectif extrêmement utile pour conserver à l'Etat russe son intégrité et son unité ». (24)

Nous pouvons assurer l'auteur que le socialiste qui l'a renseigné sur l'état d'esprit du prolétariat polonais l'a induit en erreur. Toutefois admettons un instant qu'il eût raison ; supposons que l'ouvrier polonais mal instruit soit devenu indifférent au sort de ses compatriotes de Cracovie, et qu'il s'intéresse beaucoup plus à ce qui se passe à Petrograd, qu'il ait substitué l'idée d'une lutte de classes à celle d'une lutte pour l'indépendance nationale et que, de leur côté, les classes possédantes aient subordonné leur idéal national aux considérations d'ordre économique. Mais un pareil état de choses ne serait-il pas une preuve éclatante des suites funestes de la domination russe sur la nation polonaise ? Si tels sont vraiment les résultats de « l'évolution », jugés par l'auteur comme très favorables à « l'intégrité et l'unité » de l'empire, ces résultats signifieraient pour la Pologne un degré fort avancé de dissolution et de décomposition morale.

En jugeant le problème polonais d'après le livre de M. Alexinsky, on pourrait conclure que les Polonais, la classe possédante aussi bien que la classe ouvrière, n'accepteraient pas l'indépendance de leur patrie, même si on la leur offrait. Il serait difficile de se méprendre d'une

façon plus complète sur la mentalité et l'état d'esprit de la Pologne. Cela prouve toutefois que la pensée démocratique russe a fait, depuis l'époque d'Alexandre Herzen, un énorme pas en arrière dans la compréhension du problème polonais.



L'AUTEUR russe sus-mentionné se sert de l'argument du marché russe, débouché naturel de l'industrie polonaise, afin de démontrer les avantages économiques que retire la Pologne de son union avec la Russie.

Nous avons estimé qu'il serait intéressant à ce propos de citer l'opinion d'un Russe qui, en qualité de chef du ministère du commerce et de l'industrie, est tout particulièrement compétent pour juger de ces matières.

La prise de Varsovie par les Allemands au mois d'août 1915 fut accompagnée, de la part du chef du gouvernement russe, d'une réitération solennelle des promesses, suivant lesquelles l'autonomie devait être accordée à la Pologne. Et voici que bientôt après on put lire dans le *Daily Chronicle* du 31 août 1915, une intéressante interview du correspondant spécial de ce journal à Pétrograd, M. Harold Williams, avec le ministre russe du commerce et de l'industrie, le prince Schakhovskoï. Le prince traça le tableau du développement futur du commerce et de l'industrie en Russie. On sait que le Royaume de Pologne, grâce à ses riches mines houillères, avait, jusqu'à la guerre actuelle, une industrie fort développée. Les Russes dans leur retraite ont détruit ou enlevé tout le matériel de

nombreuses fabriques, en justifiant cette mesure désastreuse par les tristes nécessités de la guerre, c'est-à-dire par la crainte de laisser ce précieux matériel tomber entre les mains des Allemands et des Autrichiens. Or, le prince Schakhovskoï expliqua que cette mesure avait des raisons plus profondes et qu'elle aurait une répercussion et une influence décisives sur l'état économique des confins occidentaux de l'empire après la guerre.

« L'existence d'une grande industrie à proximité de la frontière occidentale présente le grand désavantage de pouvoir tomber facilement entre les mains des Allemands », dit le ministre. « Nous avons donc transféré à l'intérieur de la Russie toutes les fabriques et factoreries de Varsovie et de Riga qui sont directement utiles à l'état. Le transport de ces usines modernes avec leur outillage compliqué a été sans doute une tâche difficile, mais nous croyons qu'il aura au bout du compte, des résultats heureux pour l'industrie russe ».

« Maintenant, nous nous occupons de l'installation de ces fabriques dans leurs nouveaux locaux. Les unes ont été rachetées par le gouvernement, les autres par des grandes firmes industrielles. Le gouvernement a accordé des subsides pour le transport des fabriques et des ouvriers et leur a facilité l'achat des terres et la construction des bâtiments ».

« L'existence de mines de houille à proximité de la frontière n'est pas une raison suffisante pour concentrer *une si grande partie de l'industrie russe* dans un pays qui présente de nombreux désavantages. Nous avons du charbon et du minerai dans plusieurs autres parties de la Russie, en particulier dans la contrée de l'Oural qui est une inépuisable source de richesses... »

Colloque au Musée de l'histoire
le 17 Mars 1877

Monsieur le Comte

Nous sommes très heureux de vous avoir aperçu, et
surtout de vous avoir vu en compagnie de votre
frère, et de vous avoir vu par la suite. 18
C'est une grande joie pour nous, et nous sommes
très heureux de vous avoir vu en compagnie de votre
frère, et de vous avoir vu par la suite. 18
C'est une grande joie pour nous, et nous sommes
très heureux de vous avoir vu en compagnie de votre
frère, et de vous avoir vu par la suite. 18

Transylvanie, et de vous avoir vu en compagnie de votre
frère, et de vous avoir vu par la suite. 18
C'est une grande joie pour nous, et nous sommes
très heureux de vous avoir vu en compagnie de votre
frère, et de vous avoir vu par la suite. 18
C'est une grande joie pour nous, et nous sommes
très heureux de vous avoir vu en compagnie de votre
frère, et de vous avoir vu par la suite. 18

La collection déjà consignée et
remise à la Direction du Musée de l'histoire
plus nous nous proposons de vous en offrir
la propriété des collections qui le concernent en plus
comme un souvenir en même temps le plus précieux
pages de leur histoire.

En attendant, nous vous remercions de nous avoir
appris pour l'œuvre de l'histoire, et de vous
et nous sommes très heureux de vous avoir vu.

Kossuth

Monsieur le Comte Plater
Directeur du Musée de l'histoire de l'Empire

Lettre autographe de Louis Kossuth
au comte Ladislas Plater.

(Musée de Rapperswil).

Il est intéressant d'entendre ces paroles, annonçant la suppression de l'industrie en Pologne pour des raisons d'état, pendant qu'on assure le monde entier que le peuple polonais va se gouverner lui-même. En référant à l'avenir, le ministre russe parle des confins occidentaux de l'empire sans mentionner le fait que c'est de la future « Pologne autonome », qu'il s'agit, et sans s'inquiéter le moins du monde de cette circonstance. Il traite tout simplement l'industrie polonaise d'industrie russe et parle avec une désinvolture parfaite de la transplantation future de la grande industrie de la Pologne dans la contrée de l'Oural. Nous avons vu déjà qu'un des arguments principaux, allégué en faveur de l'union des terres polonaises à la Russie, c'est la possibilité de développer en Pologne une industrie, dont les produits auraient leur débouché naturel sur le grand marché russe. Or, ce serait une maigre consolation pour les Polonais que de voir leurs anciennes fabriques de Varsovie et de Lodz prospérer dans les contrées de l'Oural.

En face de pareilles déclarations coïncidant avec la réitération des promesses d'autonomie, on pourrait conclure que, quant à la Pologne et sa prochaine « résurrection », on s'est approprié une maxime qui est l'inverse de celle qu'avait adoptée jadis Gambetta au sujet de la revanche : « En parler toujours, n'y penser jamais » voilà bien le fond des lieux-communs sur la liberté de la Pologne.



L faut envisager les rapports russo-polonais sous leur véritable jour. La Russie, depuis les sommets de la bureaucratie jusqu'aux partis de l'extrême gauche, est pénétrée de l'idée que l'état russe a une grande mission historique à accomplir. En jetant un regard sur l'histoire de sa patrie, un Russe voit le prodigieux développement d'un état qui, du petit duché d'Ivan Kalita est devenu l'immense empire d'Alexandre III.

Le général Kouropatkine, dans ses mémoires, donne un aperçu de l'histoire militaire de la Russie moderne. On y voit que pendant le XVIII^e et le XIX^e siècle, la Russie a compté $71 \frac{2}{3}$ années de paix et $128 \frac{1}{3}$ années de guerres. Pendant ces dernières, la Russie a fait 33 guerres extérieures, dont 22 qui ont duré au total 101 années, avaient été entreprises pour l'extension des frontières de l'état ; il n'y a eu que 4 guerres défensives qui ont duré $4 \frac{1}{4}$ années et 5 guerres faites dans le but de supprimer des révoltes : elles ont duré 6 ans.

La principale œuvre de l'état russe aux XVIII^e et XIX^e siècles a donc été, comme le démontre le général Kouropatkine, l'extension des frontières, fait qui n'est d'ailleurs pas une révélation pour ceux qui connaissent l'histoire de la Russie ; en conséquence, la tâche principale des hommes d'état russes a été nécessairement celle d'amalgamer à la nation russe les peuples conquis. C'est ainsi que l'histoire de la nation russe a peu à peu créé en elle un puissant instinct de conquête, d'expansion nationale et d'assimilation des éléments hétérogènes ; ce vieil instinct se révolte spontanément contre toutes mesures qui peuvent être interprétées comme marquant un pas en arrière dans

la voie de l'expansion extérieure et intérieure de la nation. Le Russe voit que sa vaste patrie, issue de conquêtes, manque d'unité nationale. Il voit avec inquiétude et avec effroi le nombre des diverses nationalités surpasser de beaucoup celui dont se compose l'empire Austro-Hongrois qu'il appelle dédaigneusement : empire de lambeaux. Il redoute les tendances centrifuges des peuples allogènes. Il craint, si l'on accorde des libertés nationales à l'un des peuples, que les autres n'en deviennent jaloux, et qu'ainsi ne soit compromise l'unité politique tant désirée, gage de l'unité nationale future.

Il est significatif qu'un patriote russe, tel que le général Kouropatkine, envisage un pays jouissant de l'autonomie, à l'instar de la Finlande, comme un membre déchû de l'état. Dès qu'une province cesse d'être administrée à la russe et par les Russes, elle n'est plus considérée comme faisant partie de l'empire. C'est pourquoi les efforts, du reste entièrement légaux et pacifiques, des Finlandais en vue d'obtenir l'autonomie de leur pays, passent pour des agissements dirigés contre l'intégrité de la Russie.

« Les Finlandais ont lutté énergiquement contre la Russie de 1810 jusqu'à 1890, c'est-à-dire pendant quatre-vingts ans, dans le but d'obtenir une autonomie aussi complète que possible », écrit le général Kouropatkine dans le mémoire qu'il présenta au tsar au mois de mars 1900.

« Comme résultat de ces quatre-vingts ans de lutte, — poursuit-il — les Finlandais sont parvenus, sans avoir versé une seule goutte de sang, par leur travail prudent, énergique et systématique à repousser de nouveau la Russie du golfe de Bothnie et du golfe de Finlande, nous enlevant ainsi, en grande partie, les fruits des victoires, ache-

tées au prix du sang de plusieurs milliers de Russes ».

Ainsi donc, dans ce mémoire écrit au seuil du XX^e siècle, Kouropatkine qualifie de grave erreur politique le fait d'avoir accordé l'autonomie à la Finlande. Il aurait fallu, selon lui, que la Russie, tout au contraire, visât la fusion de la Finlande avec le reste de l'empire. (25)

On sait, du reste, que la Russie du XX^e siècle a suivi le conseil de Kouropatkine et tâché de corriger énergiquement cette *erreur* commise vis-à-vis de la Finlande par la Russie du XIX^e siècle.

Le penchant centralisateur et nationaliste, créé grâce à une éducation demi-millénaire est devenu inhérent à l'âme russe ; ses formes varient selon les diverses classes de la société mais le fond de l'idéologie nationale reste le même.

Un fonctionnaire d'état sera partisan de la russification, parce que ce système lui promet une place lucrative en Pologne, en Finlande ou ailleurs. La même raison aura sa valeur pour les candidats aux fonctions d'état, et, nous le demandons à ceux qui connaissent la Russie, qui donc n'est pas candidat aux fonctions d'état dans ce pays ?

Un slavophile, serait-il un slavophile moderne du type « néoslave », rêvera la réalisation de la mission slave de sa patrie, mission définie jadis par le grand poète Pouchkine comme la tâche de « fondre les ruisseaux slaves dans une mer russe ».

L'idéal d'un libéral russe sera de fondre la centaine de peuples et peuplades qui habitent l'empire, en une seule nation, à laquelle les intellectuels russes inculqueraient les idées politiques et sociales.

Un socialiste prétendra que le prolétariat polonais conscient a substitué l'idée d'une lutte de classes à l'idée

nationale polonaise, et il niera l'existence des intérêts séparés de la nation polonaise, considérée comme unité distincte.

Même dans la masse du peuple, inculte ou demi-instruite, se manifeste cet instinct héréditaire de dominer les autres peuples, instinct qui correspond d'ailleurs si bien aux intérêts matériels du peuple dominant.

Pendant la guerre actuelle cet instinct, sous l'influence de la phraséologie officielle et semi-officielle, se manifeste dans la prétention des troupes russes de libérer du joug étranger les terres qu'ils occupent. Conformément à la psychologie simpliste du soldat russe, tout ce qui est au delà de la frontière de son pays doit être *libéré* par la force des armes ; dans son imagination les pays limitrophes attendent avec impatience l'avènement de la domination russe. A ce propos, citons en passant l'anecdote suivante :

Dans un hôpital de l'armée du Caucase, à Erivan, se trouve un sous-officier russe. Il écrit des vers. Le correspondant du journal *Rousskoïe Slovo* en cite une demi-strophe. Elle est fort significative dans sa naïveté :

Voici le mont Ararat. Il a un air pensif :
Il semble attendre qu'on le libère.

Le médecin de l'hôpital, à qui le correspondant militaire communiquait le rêve poétique du malade, fit cette remarque :

« Oh ! oui, l'idée de libération est fort répandue parmi nos soldats. » (26)

Ce même langage libérateur était en vogue chez les soldats russes lors de l'occupation de la Galicie et de son administration par le fameux comte Bobrinskij et ses adjoints.

Aux tendances impérialistes s'ajoute chez les Russes, lorsqu'il s'agit de la Pologne, la crainte de sortir diminués du grand conflit historique entre les deux peuples. La réalisation des libertés, même si elle était explicitement promise à la Pologne, se heurterait contre l'obstacle insurmontable de l'instinct national et de la raison d'état. Ces libertés peuvent être accordées momentanément, mais elles ne sauraient être maintenues ni respectées à la longue. Nous comprenons donc fort bien les tergiversations, les attermoiements, les hésitations, les sophismes, à l'aide desquels les Russes tâchent d'ajourner et de réduire d'avance au minimum les concessions promises sous la pression des circonstances.



ES temps historiques que nous traversons sont graves, et l'on serait bien coupable, à notre avis, de vouloir cacher la vérité dans cette terrible crise des peuples en ne dénonçant pas la théorie fictive et fausse, d'après laquelle le conflit russo-polonais serait maintenu artificiellement par l'intrigue étrangère et par l'égoïsme d'une clique de bureaucrates.

Dans le passé nous trouvons parmi les oppresseurs et les russificateurs de la Pologne non pas uniquement des éléments d'origine étrangère, mais aussi de nombreux Russes de pur sang. La liste noire des bourreaux des Polonais comprend sans doute beaucoup de noms germaniques au service de la Russie. Ce sont les Saldern, les Kayserling, les Stackelberg, les Berg, les Drenteln, les Klingenberg, etc., mais le nombre des noms vraiment russes sur cette liste est pour le moins aussi élevé. A l'époque des par-

tages, les résidents russes qui se succédaient à Varsovie, veillaient à ce qu'on n'entreprît pas de réformes de nature à entraver la chute de l'état Polonais ; il y avait parmi eux des Allemands et des Russes et ce n'étaient pas les Russes qui étaient les moins vigilants. Catherine II, trouvant Kayserling, son agent à Varsovie, trop faible, lui adjoignit Repnine, comme étant plus énergique ; plus tard, elle remplaça Stackelberg, trop carré, par Boulhakof, plus rusé et plus fin. Pendant la période du royaume constitutionnel (1815-1830), c'était Novosiltzof qui était l'âme du parti antipolonais. Lorsque l'insurrection de 1830 éclata, ce furent les adhérents du parti *vieux-russe* de Pétersbourg : Orlof, Vasilchikof, Tchernychef, qui demandèrent la suppression de la constitution et des libertés polonaises ; ensuite ce fut Paskevitch qui, de 1831 à 1856, veilla à l'exécution fidèle et impitoyable du système russificateur en Pologne ; ses aides dans cette œuvre d'oppression étaient aussi de *vrais* Russes — Chipof, Storojenko, Golovine, Pankratief, Okounief, Moukhanof. Lors de l'insurrection de 1863, Mouravief le Pendeur fut le bourreau de la nation révoltée, et pendant la triste époque d'Alexandre III les Hourko et les Apoukhutine furent les principaux agents de la russification en Pologne.

Il serait également faux de prétendre que ce n'étaient que les *tchinovniks* (fonctionnaires) réactionnaires, avides de gain, n'ayant rien de commun avec la vraie société russe ni avec les représentants de la pensée libérale, qui russifiaient la Pologne. Bien au contraire. Pendant l'épanouissement relatif du libéralisme russe, sous le règne d'Alexandre II, après la terrible époque de Nicolas I, c'est Nicolas Milioutine, un des principaux promoteurs de la réforme agraire en Russie, l'idole des libéraux, célébré par Ana-

tole Leroy-Beaulieu dans un livre enthousiaste comme un véritable homme d'état russe, qui fut le plus ardent russificateur de la Pologne. Personne n'égala son zèle dans la suppression des institutions autonomes polonaises. C'est lui qui a conçu tout un plan démocratique et libéral, qui d'ailleurs a échoué, dans le but de scinder l'unité nationale et de briser ainsi la résistance de la Pologne. Pour y arriver, il fomentait la discorde et s'efforçait de creuser un fossé entre le paysan et le propriétaire foncier, c'est-à-dire entre les deux classes principales de la Pologne d'alors, en inculquant au paysan, par l'entremise de commissaires ruraux, la méfiance à l'égard de la classe possédante et éclairée. Il espérait, qu'une fois qu'il serait parvenu à isoler des masses rurales cette classe qui était alors la gardienne des traditions patriotiques, la résistance nationale serait brisée à jamais. Les aides de Milioutine dans cette œuvre furent deux slavophiles, Samarine et le prince Tcherkasskij, et un vrai russe, Solovief. Tous ces gens supprimaient, d'une façon beaucoup plus radicale que ne le faisaient les bureaucrates de Nicolas I, les derniers vestiges de l'autonomie dans tous les domaines de la vie nationale en Pologne.

Il serait puéril d'expliquer cette action par le seul intérêt de la bureaucratie ou par une intrigue étrangère. Ceux qui, pendant la période de 1864 à 1876, russifiaient la Pologne étaient, pour la plupart, des hommes personnellement désintéressés ; ils agissaient d'accord avec l'opinion publique russe et passaient pour de bons patriotes et d'utiles citoyens ; leur activité jouissait de l'approbation générale. Ils se croyaient pionniers de la mission historique de leur patrie ; ils estimaient, avec tout leur pays, que sa grandeur repose sur les conquêtes,

que celle qui leur assura la possession de la plus grande partie de la Pologne fut la plus importante de toutes et que l'acquisition de provinces n'est pas sûre, tant que leur population n'est pas amalgamée à la nation dominante.

Les mesures russificatrices de Milioutine étaient accompagnées d'une phraséologie quasi-démocratique. En lisant ces phrases, on se rappelle les paroles de Montalembert adressées aux oppresseurs de la Pologne. Après avoir dit que le partage de la Pologne a été le triomphe, non seulement de la force, mais de l'hypocrisie, Montalembert poursuit : « On cherche quelquefois à établir un contraste entre le despotisme sincère, qui avoue ne vouloir régner que par la force, et le despotisme qui veut paraître humain et populaire en gardant les réalités de la dictature sous les apparences de la démocratie. Je demande qu'on veuille bien me montrer dans le passé, si ce n'est dans le présent, un despote sincère. Je ne l'ai jamais rencontré. Qui dit despotisme dit mensonge. Le mensonge en fait le fond partout et toujours. Les potentats qui employèrent le pouvoir absolu à détruire la Pologne ne manquèrent pas à cette loi. Ils ne parlèrent jamais que de restaurer chez elle l'ordre et, en dernier lieu, la liberté. » (27)

Et vraiment ce n'est ni de jolies phrases, ni de belles promesses que la Pologne a manqué jusqu'à présent de la part de ses dominateurs. Nous trouvons des protestations d'amitié et de bienveillance même dans les traités qui ont scellé le meurtre de l'état polonais. Le funeste traité du 24 février 1768, qui établissait une espèce de vassalité de la Pologne vis-à-vis de la Russie et qui fut le prélude du premier partage, mentionnait « la paix, l'amitié, l'harmonie et tous les rapports de bon voisinage » qui régnaient entre les deux nations et confirmait « de la

manière la plus solennelle la paix solide et perpétuelle, l'amitié sincère et durable. »

On retrouve les mêmes assurances dans les actes des partages. Dans l'acte du premier partage de la Pologne on parle du « rétablissement de la tranquillité et du bon ordre à l'intérieur de la République ». A l'époque du second partage et à la veille du troisième le langage devient plus chaleureux encore. Dans le traité du 16 octobre 1793, l'impératrice Catherine, « guidée par sa constante affection pour la nation polonaise et ayant fortement à cœur son bien-être présent et à venir » assure qu'entre la Russie et la Pologne « il y aura désormais et à perpétuité une amitié constante, une union indissoluble et une alliance défensive, sans restriction quelconque ».

Il est, nous semble-t-il, excusable que la nation qu'on s'était jadis efforcé de tuer avec l'accompagnement de si belles phrases, garde un certain scepticisme et une certaine réserve, justifiés par ses tristes expériences du passé, chaque fois qu'elle entend à nouveau, de la bouche de ses oppresseurs, le beau langage d'autrefois. Et quand les nationalistes russes et les slavophiles assurent que ce n'est pas du tout par convoitise, car la Russie n'a pas besoin de la Pologne, mais seulement pour sauver les Polonais du joug allemand ou autrichien, que les Russes sont obligés de tenir enchaînée leur sœur slave, on se rappelle involontairement que Catherine II partageait la Pologne afin de protéger les dissidents et de rétablir l'ordre dans la République, et que Milioutine et ses adjoints supprimaient l'autonomie en vue d'améliorer le sort du paysan polonais ; et les paroles de Montalembert sur l'affinité du despotisme avec l'hypocrisie reviennent alors à la mémoire. La lutte chronique entre les deux peuples slaves — suite

inévitabile de la domination russe en Pologne — ne peut que faciliter la pénétration dans ce pays d'un *tertius gaudens*, pénétration qui avait déjà pris des proportions considérables avant la guerre. Ce n'est qu'une Pologne indépendante qui pourra opposer à l'invasion pacifique des étrangers la digue infranchissable de son énergie nationale librement déployée.



QUICONQUE envisage en face le problème russo-polonais, doit arriver à la conclusion que la réunion de ces deux peuples dans un même état, avec la suprématie inévitable du peuple russe, ne peut être que la cause d'un conflit constant qui aboutira fatalement à une crise plus ou moins prompte. Quelle que soit l'étendue des libertés accordées en principe à la Pologne, ces libertés ne pourront certes jamais dépasser, ni même égaler celles, assurées par la constitution de 1815 qui avait établi le système d'une union purement dynastique, tout en garantissant la séparation absolue du régime politique de la Russie et de la Pologne, ainsi que le droit de cette dernière à une armée distincte et nationale.

Nous n'avons même pas besoin de prétendre, avec Herzen, que les concessions d'Alexandre I furent d'emblée mensongères: nous nous bornons à constater le fait que la constitution, loin d'être respectée, fut violée non seulement par Novosiltzof et le grand-duc Constantin Pavlovitch, mais aussi, à plusieurs reprises, par Alexandre lui-même; elle ne pouvait d'ailleurs subsister à la longue, parce que la tendance à absorber et à russifier la Pologne est plus forte que tous les obstacles constitutionnels: elle déborde

comme un torrent impétueux, brise toutes les entraves et inonde le champ polonais. Cette tendance se heurte à la volonté tout à fait légitime des Polonais de développer leur vie nationale sans empêchements et sans restrictions, et de s'organiser en un état indépendant. D'où conflit. La seconde tentative d'accorder une autonomie incomplète à la Pologne, en 1862, donna lieu aux mêmes expériences, plus frappantes encore.

Puisque nous exprimons la conviction que la solution définitive de la question russo-polonaise ne peut se trouver que dans la séparation politique complète des deux peuples, il ne manquera certes pas de gens pour nous attribuer, d'après une méthode simplifiée, très en vogue pendant la guerre, des sentiments russophobes. Nous ne pouvons cependant pas accepter cette imputation, pas plus que celle d'aucune autre *phobie* ou *philie* spéciale. Vraiment, appeler russophobe un Polonais qui voudrait que Varsovie soit la capitale de la Pologne indépendante, c'est estimer la nation polonaise au-dessous de toutes les autres nations, même au-dessous de petits peuples plusieurs fois moins nombreux que les Polonais et beaucoup moins civilisés qu'eux.

Est-ce par une *phobie* spéciale que la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, la Serbie, la Belgique, le Monténégro voudraient être maîtres de leurs pays ? Est-ce par franco-phobie que l'Espagne s'était opposée de toutes ses forces à l'invasion de Napoléon I^{er}, ou que les Italiens exprimèrent carrément, après 1859, le désir de ne pas voir la domination autrichienne remplacée par la tutelle de Napoléon III ? Non pas ; les Espagnols comme les Italiens voulaient tout simplement rester indépendants. La communauté de race ne suffisait pas pour rendre désirable et naturelle la domina-

tion d'un peuple latin sur un autre peuple latin. Pareillement pour un peuple slave, le joug, même s'il lui est imposé par un autre peuple slave, ne cesse point d'être un joug insupportable.

Il y a des personnes qui, tout en trouvant justes les appréhensions concernant le sort éventuel des Polonais sous la domination russe, recommandent cependant la réunion de toutes les terres polonaises sous cette domination, parce qu'elles y voient l'avantage pour les Polonais de n'avoir plus qu'un seul ennemi à combattre. Mais nous jugeons plus honnête et plus sincère de dire que nous préférons ne pas être obligés de considérer plus longtemps les Russes comme des ennemis, comme un obstacle constant au libre développement de notre vie nationale. Nous désirons avoir en eux de bons voisins, au lieu de mauvais cohabitants qui voudraient nous réduire, dans notre propre pays, à un rôle subalterne, inacceptable pour la nation que nous sommes. Nous croyons que la terrible conflagration qui sévit depuis deux ans doit aboutir à une solution définitive des principales questions nationales en Europe et qu'il serait pusillanime et malhonnête, dans ce moment grave et unique de l'histoire, de cacher les véritables vœux de la nation polonaise.



A seule solution juste du problème polonais, celle qui consisterait à restaurer la Pologne comme état indépendant, se heurte chez les Russes contre la tradition, héritage de Catherine II, devenue après plus d'un siècle un véritable instinct national, qui pousse l'organisme russe vers l'absorption progressive de la Pologne. A cet instinct s'ajoutent non seulement

les convoitises de la bureaucratie, mais aussi l'idéologie des intellectuels. En effet, ceux-ci répandent l'idée monstrueuse, suffisante pour démontrer la profondeur du conflit, que la question polonaise, qui est celle d'une grande nation tombée sous la triple domination étrangère et aspirant à sa reconstitution, est une question *intérieure* russe.

Il est vrai que la politique russe est imbuë d'un esprit de suite, mais l'esprit de suite ne correspond pas toujours au véritable intérêt de l'état. L'histoire offre plus d'un exemple d'états qui s'obstinent à considérer comme pierre angulaire de leur puissance la possession de pays qui sont pour eux plutôt un boulet qu'un avantage. Et ce n'est qu'après avoir été obligés, par la force des circonstances, de renoncer à ces territoires, qu'ils parviennent à se rendre compte de leur erreur. L'Angleterre n'avait-elle pas considéré jadis la possession des Etats d'Amérique comme un élément nécessaire de sa puissance mondiale ? Or, ce n'est qu'après des défaites sanglantes qu'elle a poussé sa politique coloniale ailleurs, dans la direction de son expansion naturelle. La Hollande, après le Congrès de Vienne et même après la révolution de 1830, s'est obstinée longtemps à considérer la question belge comme une question intérieure ; nous ne croyons pas qu'il existe aujourd'hui un seul Hollandais intelligent qui rêvât le retour de la Belgique sous la domination hollandaise, avec la répétition inévitable des anciennes luttes et rancunes. L'Autriche de Metternich s'imaginait que la possession directe d'une partie de l'Italie et le contrôle politique sur le reste des terres italiennes était une condition indispensable de sa force ; cette illusion lui a coûté plus d'un désastre et a été la principale, la fatale erreur de cet état au XIX^e siècle.

Dans des cas pareils, les esprits perspicaces se rendent souvent compte de cette vérité, que l'incorporation d'un peuple contre sa volonté directe, est plutôt un élément de faiblesse que de puissance pour l'état; malheureusement ce n'est pas leur opinion clairvoyante qui l'emporte, les gouvernements se laissant guider plutôt par l'instinct de convoitise et par cet *esprit de suite* qui n'est souvent autre chose que l'entêtement aveugle dans les erreurs du passé. Et ce sont alors les circonstances extérieures qui se chargent de faire expier durement et douloureusement les erreurs qu'on se refusait à reconnaître et réparer librement pendant qu'il en était encore temps. Qu'il nous soit permis, à nous, profanes en matière de politique, qui croyons encore naïvement que les règles de la morale s'appliquent aussi à la politique internationale, qu'il nous soit permis de poser ici une question : Est-ce que dans ce conflit entre le véritable intérêt d'un état et l'impulsion aveugle de ses convoitises, le rôle d'ami ou d'allié de cet état oblige à appuyer et à favoriser ces dernières lors même qu'elles conduiraient à l'avilissement moral et, en fin de compte, à l'affaiblissement politique du peuple qui les nourrit contre son propre avantage ? Ou bien, ce rôle implique-t-il, au contraire, le devoir de signaler et de flétrir courageusement et loyalement les erreurs fatales, même au risque de provoquer le mécontentement de gens aveuglés par l'instinct héréditaire de conquête et qui protesteront probablement contre ce qu'ils appellent une immixtion dans leurs affaires *intérieures*, affaires qui sont, au premier chef, extérieures et internationales ?

Nous ne croyons certes pas, que, pour justifier le droit de la Pologne à l'indépendance, il soit nécessaire de démontrer que cette indépendance serait avantageuse pour

les puissances copartageantes. Le droit d'une grande nation à l'indépendance est pour le moins aussi absolu et indéniable que le droit de tout individu humain à la vie et ce serait s'abaisser au niveau de la morale des anthropophages que d'oser justifier l'asservissement d'un peuple par le profit qu'en tire un autre. Mais sans nous sentir obligés de considérer l'intérêt des états copartageants comme un motif de plus en faveur de la restauration de la Pologne, nous sommes dans l'heureuse situation de pouvoir soutenir cette thèse, qui est un truisme, qu'une nation enchaînée à un état étranger contre sa volonté, devient en réalité pour celui-ci, malgré l'accroissement apparent et purement quantitatif de sa puissance, un élément de fermentation intérieure, de troubles et de faiblesse. Pour ce qui concerne la Pologne et ses dominateurs, nous ne sommes pas les seuls à affirmer cette thèse-là, d'ailleurs évidente et compréhensible.

« Il nous semble — dit A. Debidour dans la conclusion de son classique travail — que les trois grandes puissances du Nord seraient plus heureuses, si elles n'avaient plus à traîner collectivement ce boulet qui s'appelle la Pologne ».

Albert Sorel dans son célèbre ouvrage sur la Question d'Orient, examinant de près les conséquences des partages de la Pologne pour leurs auteurs, émet une opinion qu'il est opportun de citer ici, vu la haute compétence et la rare perspicacité de ce grand historien.

« Le partage qui fut une œuvre inique, fut en même temps une œuvre impolitique. L'historien le doit juger aussi sévèrement que le philosophe. Cet acte n'avait, pour ceux qui l'accomplissaient, qu'une seule raison d'état, la nécessité de maintenir la paix entre trois grands empires ».

« ... Leur rivalité fit leur alliance, mais l'alliance ne fit

point disparaître les causes de la rivalité ; elle y donna, au contraire, un nouvel aliment, et tout l'effet des traités de Petersbourg et de Varsovie fut d'ajouter à la question d'Orient une question plus urgente, plus grave et plus menaçante encore : la question polonaise. S'il avait été possible de s'arrêter aux traités de 1772, l'opération du partage aurait pu passer non seulement pour lucrative, mais pour habile et politique ; mais l'histoire ne s'arrête point ; les faits, une fois posés, portent inévitablement leurs conséquences, et, pour l'éternelle revanche du droit contre la force, les entreprises mal conçues et les traités abusifs trouvent leur sanction dans les inextricables embarras qui en sont le résultat ».

« Tandis que les deux puissances allemandes (la Prusse et l'Autriche) se laissaient dériver, la Prusse vers la Vistule, l'Autriche vers le Bas-Danube, elles ne comprenaient pas qu'elles se dissolvaient toutes deux au milieu des Slaves, et que l'Allemagne leur échappait au moment où elles se préparaient à se retourner contre elle pour l'assujettir ».

« C'est ainsi qu'en Prusse les inhabiles successeurs du Grand Frédéric dévoyèrent la Prusse, en firent, en moins de dix ans, un Etat plus slave qu'allemand et préparèrent la formidable chute de 1806. C'est ainsi que l'Autriche, perdant le renom d'honnêteté qu'elle s'était gratuitement attribué, mais qu'elle aurait eu tant d'intérêt à mériter, faillit au rôle de puissance conservatrice et modératrice auquel l'histoire la conviait. Ayant voulu jouer tout le monde, elle se fit jouer par tout le monde... »

« Lorsque Napoléon marcha sur Vienne et sur Berlin à travers l'Allemagne soumise et fascinée, la Prusse et l'Autriche, vaincues, n'eurent plus à opposer au conquérant français que l'inutile secours des armées russes ».

« La Prusse et l'Autriche avaient un égal intérêt à tenir la Russie éloignée de l'Europe ; elles l'y appelèrent. En l'appelant, elles se donnaient une rivale. Les nécessités de leur politique voulaient que cette rivale devint leur alliée, que la Prusse ouvrit aux Russes le chemin de l'Europe, et que l'Autriche leur préparât le chemin de Constantinople ».

« La Russie seule, au premier abord, semblait avoir tout gagné à cette sanglante partie. Que l'on considère cependant les terribles embarras où l'ont jetée les partages de la Pologne. Elle s'est rapprochée de l'Europe, sans doute, elle a atteint la mer Noire ; mais, au lieu d'un état faible et assujetti, elle a, sur ses frontières, un formidable empire ; elle a été forcée de contribuer à créer, auprès d'elle, en Allemagne, une puissance qui est sa rivale par les origines, par la civilisation, par la tradition, par les intérêts, et qui, tôt ou tard, lui soulèvera, dans ses entreprises turques et asiatiques, de graves difficultés ».

« Ce n'est pas tout et, au moment où elle se faisait gloire de la mission d'humanité qu'elle accomplissait en Orient, elle se condamnait elle-même en Pologne à la plus sanglante des contradictions : pour relever en Turquie la civilisation byzantine, elle était forcée d'asservir, en pleine Europe, la civilisation européenne ». (28)

Ces paroles furent écrites en 1878.

Rappelons ici les paroles de Laveleye : « Trop faible, peut-être, pour se défendre, la Pologne perdra qui voudra l'asservir, la Russie d'abord, ensuite l'Allemagne ».



QUANT aux suites funestes de l'asservissement et des partages de la Pologne pour les autres nations de l'Europe, ce sujet a déjà été traité dans tant d'ouvrages différents, depuis les grandes monographies analysant l'Europe du XVIII^e siècle, comme celles de Sorel, jusqu'aux manuels scolaires d'histoire, qu'il serait banal de l'exposer à nouveau. Rappelons seulement ce que nous avons dit au début de cette étude, à savoir que la nécessité de la restauration de la Pologne pour la cause de la liberté des peuples était un dogme de l'Europe libérale d'autrefois.

« Si la cause polonaise sert de lien à des hommes de toutes les opinions et de toutes les classes en Angleterre, je ne crains pas d'affirmer qu'il en est de même pour les âmes honnêtes et généreuses de tous les pays de l'Europe », a dit Montalembert au meeting des Amis de la Pologne, tenu à Londres le 15 juin 1839. « Elle est surtout destinée — continua-t-il — à entretenir l'alliance de la France et de l'Angleterre. Nos deux pays ont été tous deux coupables envers la Pologne et ont tous deux à racheter leurs fautes envers elle. Cette dette que nous lui devons, ce devoir qui nous est commun envers elle, voilà la meilleure garantie de l'alliance entre la France et l'Angleterre... » (29)

Si ces paroles sonnent aujourd'hui comme un anachronisme et si elles ne sont plus qu'un souvenir de l'époque romantique du libéralisme occidental, une autre phrase du même auteur que nous citons ci-dessous, exprime une vérité qui conserve de nos jours toute sa valeur : « La défaite de la Pologne inaugure la série de ces grands

désastres, comme on en a tant vu depuis, qui ont donné aux victoires injustes une popularité corruptrice, et écrasé sous le poids des multitudes le bon droit et le courage ». (30)

Écoutons enfin l'opinion d'un homme politique avisé et pondéré qui était en même temps un grand historien :

« C'eût été pour l'Europe un grand bonheur et un grand honneur que la question polonaise pût être traitée et réglée en 1831 comme le fut la question belge » reconnaît Guizot dans ses mémoires. « Bientôt un siècle sera écoulé depuis le premier partage de ce malheureux pays, le sort de la Pologne n'a pas cessé d'être senti comme une iniquité et une calamité européenne. Ce fut le meurtre d'une nation, ont dit avec une vérité terrible ses amis... Depuis plus de soixante ans, la Pologne ne figure plus parmi les nations, et toutes les fois que les nations européennes s'agitent, la Pologne aussi se remue. Est-ce un fantôme ? Est-ce un peuple ? »

Guizot se rendait parfaitement compte des difficultés énormes que présentait la restauration de la Pologne. La Pologne est une grande nation et sa reconstitution aurait pour conséquence le bouleversement du système européen actuel et ne serait pas possible sans une grande guerre.

« Entre les nations malheureuses — écrit-il encore — la Pologne a ce malheur particulier qu'elle a été trop grande et qu'encore aujourd'hui, dans sa ruine, son sort reste trop grand... Les Polonais soulèvent et ne peuvent pas ne pas soulever, dès qu'ils s'agitent, une grande lutte nationale et européenne. Il s'agit de reconquérir et de reconstituer un grand royaume. La question polonaise remet en question la paix et l'organisation de l'Europe entière ». (31)

Plus d'un demi siècle nous sépare de l'époque où ces

paroles furent publiées, et voici que la condition sans laquelle, selon la juste opinion de Guizot, la question polonaise ne saurait être résolue — la grande lutte européenne, est réalisée : ce n'est plus au nom de la tranquillité et de la paix de l'Europe qu'on pourrait aujourd'hui imposer silence aux revendications de la Pologne. Cette paix cachait dans son sein trop d'iniquités, trop de crimes non réparés, pour ne pas aboutir tôt ou tard à une conflagration mondiale. Il est plutôt étonnant que cette guerre qui sévit aujourd'hui n'ait pas éclaté un quart de siècle plus tôt. « Qu'un si vaste amas de poudre, auquel tant de mains cherchent à mettre le feu, n'ait pas encore fait explosion, il y a là de quoi surprendre des contemporains » observait en 1891 un éminent historien de l'Europe moderne A. Debidour. « Et ce ne sera pas non plus pour la postérité un médiocre sujet d'étonnement que l'histoire des combinaisons et des tours de force diplomatiques par lesquels la tranquillité de l'Europe, depuis 1878 jusqu'à nos jours, a été tant bien que mal préservée. » (32)

Parmi les iniquités sanctionnées quotidiennement par cette paix européenne, celle dont a été victime la Pologne occupe la première place par l'horreur du crime commis et par la grandeur du peuple qui en est l'objet. Est-ce que la guerre actuelle ne fournit pas une occasion unique pour mettre fin à cette *iniquité*, à cette *calamité européenne*, pour réaliser cette grande œuvre qui sera, suivant l'expression de Guizot, *un grand bonheur et un grand honneur pour l'Europe* ?

Quant à la Pologne, elle suivra sa voie quoiqu'il advienne, car elle est impérissable. Si cette voie devait être de nouveau le chemin du calvaire, toute l'Europe en souffrirait, car la tranquillité artificielle dont elle prétendrait

jouir égoïstement et qu'elle ne pourrait maintenir qu'à l'aide d'expédients et de tours de force diplomatiques, serait menacée chaque jour par ce « vaste amas de poudre » qu'est pour la paix mondiale le désespoir des peuples déshérités, et cela jusqu'à une nouvelle catastrophe.

« La Pologne est impérissable — proclamait Montalembert à la Chambre des Pairs le 19 mars 1846 — quoi qu'on fasse contre elle, elle ne succombera pas : ce qu'elle a fait hier, elle le recommencera demain ; ce qu'elle a fait il y a quinze ans, elle le fera de nouveau dans quinze ans ; ce qu'elle a subi il y a quatre-vingts ans, elle cherchera à s'en venger dans quatre-vingts ans ; et elle aura raison ».

Août-Septembre 1916.



NOTES

1. Emile de Laveleye : « La nouvelle politique de la Russie ». « Revue des deux mondes », 15 nov. 1871, p. 393, 394, 396, 408.
2. « La Nation Tchèque », Revue bi-mensuelle, Paris, 1^{er} août 1915.
3. Le comte de Montalembert. « Œuvres » 1864, V. IX p. 209, 254, 256 258.
4. Louis Mieroslawski. « De la nationalité polonaise dans l'équilibre européen ». Paris 1856, p. 482.
5. Laveleye, op. cit., p. 384, 412, 413.
6. Le Marquis de Custine. « La Russie en 1839 », II^e édition 1844. Vol. I, p. 199, 200, 201.
7. Op. cit. IV, p. 253.
8. Op. cit. Vol. IV, p. 217.
9. Op. cit. I. p. 126-129.
10. Op. cit. III, p. 19, 20.
11. Op. cit. IV. p. 81.
12. Op. cit. IV. p. 261.
13. Mieroslawski. « De la nationalité polonaise », p. 23, 24.
14. Guizot, « Mémoires ». Vol. II p. 274, 275.
15. A. Debidour. « Histoire diplomatique de l'Europe » (1814-1878) V. II 1891 p. 563.
16. Danilewskij « La Russie et l'Europe » (en russe) 1871, p. 29-32, 58-61, 332, 372, 385, 386, 417, 418.
17. Samarine. « Œuvres » (en russe). Vol. I, 1877, p. 333, 335, 338, 339, 345, 351.
18. « Œuvres » d'Alexandre Herzen. Vol. V. Genève 1878, l'article « Les Polonais nous pardonnent » (en russe) p. 310-313.
19. Herzen « Œuvres posthumes », p. 195, 196, l'article sur l'enterrement de Worcell (en russe).
20. Herzen. Vol. V. p. 183-184.
21. Le Prince Pierre Dolgoroukow. « La vérité sur la Russie ». Deuxième édition. Vol. I. Leipzig, 1861, p. 245.
22. Le Prince Pierre Dolgoroukow. « La Question russo-polonaise ». Leipzig, 1861, p. 63.

23. Mieroslawski, « De la nationalité polonaise », p. 92, 93.
24. Grégoire Alexinsky, « La Russie et la Guerre », Paris, 1915, p. 139, 159-164.
25. « Les mémoires du général Kouropatkine (en russe). II^e édition 1911, p. 48, 52, 53.
26. Alexinsky, op. cit. p. 282, 283.
27. Montalembert. Vol. IX. « Une nation en deuil », p. 136.
28. Albert Sorel. « La question d'Orient », p. 304-308.
29. Montalembert. « Œuvres », Vol. I, p. 193, 194.
30. Montalembert. Vol. IX. « Une nation en deuil », p. 135.
31. Guizot, « Mémoires », Vol. II, p. 273, 275.
32. Debidour. « Histoire diplomatique ». Vol. II, p. 533, 534.



INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Alexandre I 17, 41, 42, 43, 51, 58, 83.
Alexandre II 20, 79.
Alexandre III 74, 79.
Alexinsky Grégoire 67, 68, 69, 70.
Apoukhline 79.
Aristote 56.

B

Bakounine 50.
Barrot Odilon 11.
Baty 35.
Berg 44, 78.
Bignon 11.
Bobrinskij 77.
Boulhakof 79.

C

Cabet Etienne 11.
Carrel Armand 11.
Castelbajac 19.
Catherine II 41, 58, 79, 82, 85.
Charles V 32.
Chateaubriand 19.
Chingaref 61.
Chipof 79.
Constantin Pavlovitch 83.
Custine de, Marquis 32, 33, 35, 36
37, 38, 39.

D

Danilewskij 46, 47, 48.
Débidour, A. 45, 88, 93.
Denis Ernest 9.
Dolgoroukof, prince 57, 58.
Drenteln 78.
Durham, lord 43.

F

Fadéef, général 5.
Frédéric II 26, 89.
Frédéric-Guillaume IV 25, 26.

G

Gambetta 73.
Girardin, Emile de 44.
Golovine 79.
Guillaume I 17.
Guizot 44, 92, 93.

H

Herberstein, baron 32.
Herzen Alexandre 50, 53, 54, 55,
56, 57, 65, 71, 83.
Heytesbury, lord 42.
Hourko 79.
Hugo Victor 11.

J

Jaronski 68.

K

Kalita Ivan 74.
Karamzine 32, 41.
Katkof 44.
Kayserling 78, 79.
Kouropatkine 67, 74, 75, 76.

L

Lafayette 11.
La Ferronnays 19.
Lamarque 11.
Lamartine 13.

Lamennais 11.
Laveleye, Emile de 3, 5, 12, 16, 17, 90.
Ledru-Rollin 11.
Leroy-Beaulieu Anatole 80.
Louis-Philippe, roi 15.

M

Martens 32.
Martin Henry 11.
Marx Karl 66.
Mauguin 11.
Maximilien, empereur 32.
Metternich 27, 86.
Michelet 11, 13, 39, 56.
Mieroslawski Louis 59, 60.
Milioukof 61.
Milioutine 79, 80, 81, 82.
Monomaque Vladimir 33, 36.
Montaigne 19.
Montalembert, comte 3, 11, 13, 39,
81, 82, 91, 94.
Morny 19.
Moukhanof 79.
Mouravief 44, 79.
Mun de, comte 10.

N

Napoléon I 6, 15, 19, 42, 84, 89.
Napoléon III 15, 16, 17, 19, 20, 84.
Nesselrode 40.
Nicolas I 15, 19, 25, 26, 31, 33, 35,
39, 40, 42, 50, 51, 64, 65, 79, 80.
Nicolas II 68.
Nicolas, grand duc 68.
Novosiltzof 79, 83.

O

Okounief 79.
Orlof 79.
Ovide 12.

P

Palmerston, lord 42, 43.
Paskevitch 79.
Paul I, empereur 31.
Pouchkine 76.
Pozzo-di-Borgo 43.
Proudhon 13.

Q

Quinet 11.

R

Raspail François 11.
Repnine 79.
Richelieu 19.

S

Saldern 78.
Samarine 80.
Schakhowskoï, prince 71, 72.
Slavinskij 61, 62.
Solovief 80.
Sorel Albert 19, 88, 91.
Stackelberg 78, 79.
Storojenko 79.

T

Tcherkasskij, prince 80.
Tchernychef 79.
Thiers 13.
Thouvenel L. 19.

V

Vassili Ivanovitch, tsar 32.
Vassiltchikof 79.
Voltaire 15.

W

Williams Harold 71.
Worcell Stanislas 54.

TABLE DES MATIÈRES

Titres	Pages
I. L'Europe occidentale et la question polonaise	3
II. Le problème russo-polonais au cours du XIX ^e siècle . .	29
III. Le problème russo-polonais dans la crise actuelle . .	59
Notes	95
Index alphabétique	97

Errata : Page 29, ligne 3 : de la nature, de *ce* état — lire : de la nature de *cet* état.

« LA POLOGNE ET LA GUERRE ».

Publications politiques, historiques et littéraires.

ONT DÉJÀ PARU :

- I. JAN KUCHARZEWSKI. *La Pologne et la Guerre* (Janvier 1915). — .40
- II. Du même auteur. *W. Imie Jednosci* (Au nom de l'unité). (Avril 1915) —.50
- III. Du même auteur. *Réflexions sur le Problème Polonais*. (1915. 6^{me} édition) 1.—
- IV. H. J. SIENKIEWICZ. *Polonais et Russes* (1915) . . . —.40
- V. LOUIS JANOWSKI. *Les théories néo-lithuaniennes et la vérité historique*. (1915) —.25
- VI. JAN KUCHARZEWSKI. *Powstanie Listopadowe* (La Révolution de Novembre 1830-31). (1916). . . —.50
- VII. LOUIS JANOWSKI. *Litwa i Polska* (La Lithuanie et la Pologne). (1916). —.25
- VIII. JAN KUCHARZEWSKI. *Les Polonais en Suisse au XIX^e siècle* (extrait de l'*Aigle Blanc*, juin 1916) . 1.—
- IX. LOUIS JANOWSKI. *Wilno* (extrait de l'*Aigle Blanc*, mai 1916) 1.—
- X. S. DROGOSLAV. *La Pologne, son passé et son présent* (extrait de l'*Aigle Blanc*, mai 1916). 2.—
- XI. LOUIS JANOWSKI. *L'instruction publique en Pologne après les partages* (extrait de l'*Aigle Blanc*, juin 1916). 1.50
- XII. X. J. GRALEWSKI. *L'instruction publique en Pologne pendant la guerre* (Extrait de l'*Aigle Blanc*, juin 1916). — 20
- XIII. JAN KUCHARZEWSKI. *L'Europe et le Problème Russo-Polonais* (Extrait de l'*Aigle Blanc*, Janvier 1917) 2.—
-

ADRESSE DE LA RÉDACTION :

« *La Pologne et la Guerre* » Lausanne, 13, Avenue de la Harpe, 13.

182



DK
439
K76

Kucharzewski, Jan
L'Europe et le problème
russo-polonais

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 09 03 20 02 021 3